

ELLE EST Désormais présente dans quatorze pays

Sonelgaz International se déploie en Afrique

Fort du succès enregistré au Niger et des avancées réalisées au Tchad, Sonelgaz International poursuit son expansion sur le continent africain. Plusieurs discussions sont actuellement en cours avec de nouveaux partenaires, tandis que des projets sont à l'étude au Mozambique, en Côte d'Ivoire et en Tunisie. Ces perspectives confirment l'intérêt croissant suscité par l'expertise algérienne et renforcent le positionnement de la filiale du groupe Sonelgaz comme un acteur africain émergent dans les métiers de l'énergie.. P 3



ENVIRONNEMENT

Inauguration du bureau d'Alger de l'Institut mondial pour la croissance verte

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, accompagnée du président de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a procédé hier à l'inauguration du bureau d'Alger de cette organisation internationale.

P 2

HYDROCARBURES

Equinor veut renforcer sa présence en Algérie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, la vice-présidente exécutive pour l'Afrique du groupe énergétique norvégien Equinor, Nina Birgitte Koch, en présence de cadres des deux parties.

P 3

EXPORTATIONS DE GNL EN MAI 2026

Les principaux clients de l'Algérie

L'Europe demeure de loin le principal débouché du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien. Les données publiées par le média spécialisé « Attaqa.net », sur la base des statistiques de Kpler relatives au mois de mai 2026, confirment la forte concentration des exportations algériennes vers le continent européen, avec la France en tête des importateurs pour le troisième mois consécutif.

P 3

SAISON ESTIVALE

**Poursuite des opérations
de réhabilitation des espaces
publics P 2**

INDUSTRIE / ADRAR

**Des biens récupérés
remis en exploitation P 4**

MINES

**Examen des voies
de renforcement
de la coopération algéro-
chilienne P 16**

ALGERIA RAIL
EXPO 2026

Participation de 40 exposants

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026) a été inaugurée, mardi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, avec la participation de 40 exposants. L'ouverture de cette manifestation économique, organisée sur quatre jours à l'initiative de l'agence de communication et d'événementiel économique Moka Com, en partenariat avec le Centre des conventions "Mohamed Benahmed", a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi. Placée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette manifestation réunit des entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), les groupes Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte, selon les organisateurs.

Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 11 juin, vise à "consolider sa position en tant que plateforme de référence entre l'Afrique et l'Europe, dédiée à la promotion des investissements, au développement des partenariats industriels et à l'échange d'expertises dans les domaines liés aux infrastructures et aux systèmes ferroviaires". L'événement couvre de nombreux secteurs liés au transport ferroviaire, notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, le matériel roulant, les systèmes de signalisation et de contrôle. D'autres domaines sont également représentés, tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes embarqués), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, le financement et l'investissement.

R. E.

ENVIRONNEMENT

Inauguration du bureau d'Alger de l'Institut mondial pour la croissance verte

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, accompagnée du président de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a procédé hier à l'inauguration du bureau d'Alger de cette organisation internationale.

Synthèse R. E.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de M. Lounes Magraman, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie. Dans une déclaration à la presse, M. Ban Ki-moon a exprimé sa "profonde gratitude" pour l'accueil chaleureux et le soutien fort apportés par l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que pour l'engagement constant de l'Algérie à œuvrer avec les Nations unies, les peuples du monde et le peuple algérien en faveur

d'un monde meilleur et durable pour tous. Il a ajouté que le bureau d'Alger de l'organisation constitue "une opportunité" pour les employés de l'Institut mondial pour la croissance verte de travailler pour les peuples d'Afrique, soulignant que lorsqu'il occupait le poste de Secrétaire général de l'ONU, il rappelait constamment qu'aucun pays dans ce monde, aussi puissant ou riche en ressources soit-il, ne peut parvenir seul à un meilleur et durable développement. Mettant en avant l'importance de l'unification des efforts pour réaliser le développement durable, M. Ban Ki-moon a exprimé sa grande appréciation pour la vision "clairvoyante et à long terme qui pousse à travailler avec les organisations internationales, notamment l'Institut mondial pour la croissance verte".

A cette occasion, des présentations ont été faites sur l'écosystème des startups en Algérie actives dans les domaines de l'économie verte et des technologies agricoles. La délégation a également visité les différentes infrastructures dont dispose le siège de cette organisation internationale à Alger. Le bureau d'Alger de l'Institut vise à renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties, notamment dans les domaines liés au développement durable, à la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et au développement de l'économie verte, a-t-on souligné. L'Algérie a adhéré à l'Institut à la mi-2025, dont la création a été convenue en 2012, et ce en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

FINANCE ISLAMIQUE

Alliance Assurances lance sa fenêtre Takaful

La compagnie "Alliance Assurances" a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement d'une fenêtre d'assurance Takaful baptisée "Alliance-Takaful", dans le cadre de l'accompagnement de la dynamique nationale de développement de la finance islamique. Approuvée à l'unanimité par ses actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Alger, cette initiative d'Alliance Assurances s'inscrit dans le cadre de "sa stratégie de diversification et de son engagement à accompagner la dynamique natio-

nale de développement de la finance islamique", fait savoir la même source. Selon la compagnie, le lancement de cette nouvelle activité répond à l'évolution des attentes du marché algérien et aux orientations des pouvoirs publics visant à promouvoir une industrie financière plus diversifiée et inclusive. L'offre Takaful ciblera progressivement trois catégories de clientèle: Les particuliers pourront bénéficier de produits liés notamment à l'automobile, à l'habitation et à la protection du patrimoine familial.

Les professionnels, commerçants, artisans et petites entreprises disposeront de solutions adaptées à la protection de leurs activités, tandis que les entreprises pourront accéder à des couvertures concernant notamment les flottes automobiles, la responsabilité civile et les risques industriels. La compagnie estime que ce segment recèle un potentiel de croissance important, notant que l'assurance Takaful représente une activité structurée appelée à jouer un rôle croissant dans l'élargissement de la couverture

assurantielle auprès des particuliers et des opérateurs économiques. Dans ce cadre, l'assemblée générale extraordinaire a également validé la mise en place des organes de gouvernance charaïque exigés par la réglementation. Un comité charaïque composé de trois spécialistes de la finance islamique a été installé outre la désignation d'un contrôleur de conformité charaïque afin d'assurer le respect des principes applicables à l'activité Takaful, indique le communiqué.

APS

TECHNOLOGIES-STARTUP-MANIFESTATION

Des start-up algériennes participent à la manifestation technologique mondiale «London Tech Week 2026»

Des start-up algériennes prennent part à "London Tech Week 2026", une manifestation mondiale spécialisée dans l'innovation et les technologies de pointe, indique un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Il s'agit de la première participation officielle algérienne à cet événement technologique. Elle est supervisée par l'accélérateur public "Algeria Venture", précise le communiqué.

La délégation algérienne prenant part à cette rencontre internationale qui a débuté lundi et s'étalera sur trois jours, comprend un ensemble de start-up activant dans des secteurs stratégiques, à l'instar de l'intelligence artificielle, de l'Internet des objets (IoT), des technologies robotiques et de la cybersécurité. Quelque 30.000 participants dont plus de 1.500 investisseurs venus des quatre coins du monde prennent part à "London Tech Week 2026", un des événements technologiques phares à

l'échelle européenne. La rencontre réunit les principaux acteurs de l'écosystème de l'innovation du Royaume-Uni et des pays européens, ce qui permet aux start-up algériennes d'explorer de nouvelles opportunités de coopération pour accélérer leur expansion à l'international et de rencontrer des investisseurs et des experts, précise la même source.

APS

SAISON ESTIVALE

Poursuite des opérations de réhabilitation des espaces publics

De vastes campagnes de réhabilitation des lieux publics, de nettoyage des plages et des espaces forestiers se poursuivent à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'esthétique de l'environnement urbain et à assurer une bonne préparation de la saison estivale, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des

Transports. "En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, plusieurs wilayas connaissent de vastes opérations de nettoyage des quartiers, des plages, des espaces forestiers et des lieux publics", a précisé le communiqué. Ces actions englobent également "l'enlèvement des déchets ménagers et inertes, le curage des oueds et des cours d'eau, l'en-

tretien des réseaux d'assainissement, la réhabilitation des places publiques et des espaces verts, ainsi que la maintenance de l'éclairage public, avec la participation des collectivités locales, des différents services publics, des organismes concernés et des composantes de la société civile", ajoute la même source. Ces campagnes s'inscrivent dans le cadre des efforts continus déployés par le ministère de l'Intérieur, des Collecti-

étés locales et des Transports, pour "offrir un cadre de vie propre et attrayant aux citoyens et aux estivants et améliorer la qualité de vie au quotidien", tout en "veillant à la mobilisation de l'ensemble des moyens matériels et humains afin d'assurer la pérennité de ces initiatives et leur extension à travers les différents quartiers, agglomérations et zones touristiques", selon le même communiqué.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ELLE EST DÉSORMAIS PRÉSENTE DANS QUATORZE PAYS

Sonelgaz International se déploie en Afrique

Fort du succès enregistré au Niger et des avancées réalisées au Tchad, Sonelgaz International poursuit son expansion sur le continent africain. Plusieurs discussions sont actuellement en cours avec de nouveaux partenaires, tandis que des projets sont à l'étude au Mozambique, en Côte d'Ivoire et en Tunisie. Ces perspectives confirment l'intérêt croissant suscité par l'expertise algérienne et renforcent le positionnement de la filiale du groupe Sonelgaz comme un acteur africain émergent dans les métiers de l'énergie.

Par Selma R.

Cette dynamique illustre concrètement la montée en puissance de la coopération Sud-Sud fondée sur le partage d'expertise, le transfert de technologies et la formation des compétences locales. À travers ses réalisations au Niger et désormais au Tchad, l'Algérie ne se limite plus à l'exportation d'équipements ou de services. Elle propose un véritable modèle de coopération énergétique reposant sur le développement des compétences, l'accompagnement technique et la réalisation d'infrastructures structurantes. Une démarche qui confère à Sonelgaz International un rôle grandissant dans l'accompagnement de la transition énergétique et du développement économique du continent. La pose de la première pierre d'une centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena, réalisée dans le cadre d'un don de l'Algérie au peuple tchadien, constitue une nouvelle étape de cette stratégie africaine. Cette infrastructure intervient quelques semaines seulement après la mise en service d'une centrale de même capacité à Niamey, au Niger. Pour les observateurs, cet enchaînement de projets témoigne de la capacité de l'Algérie à exporter son savoir-faire énergétique et à répondre aux besoins croissants des pays africains confrontés à d'importants déficits d'approvisionnement en électricité. À cette occasion, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a rappelé que « l'Algérie est aujourd'hui un partenaire stratégique et fiable pour les pays du continent ». Selon lui,

les résultats obtenus par Sonelgaz traduisent les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui encourage les entreprises nationales à investir les marchés africains et à contribuer au développement du continent. « L'Algérie dispose désormais d'une solide expérience dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, une expertise construite au fil des décennies grâce à d'importants investissements et à la formation de compétences hautement qualifiées. Cette maturité permet aujourd'hui au pays de proposer des solutions complètes répondant aux attentes des partenaires africains », a-t-il souligné à l'APS.

Le ministre a également indiqué que Sonelgaz International connaît une progression remarquable de ses activités en Afrique. Présente désormais dans quatorze pays africains, la filiale répond à une demande croissante portant sur la réalisation de centrales électriques, la modernisation des réseaux énergétiques ainsi que la fourniture d'équipements et de matériels électriques fabriqués en Algérie. « Cette dynamique ne se limite pas à la réalisation d'infrastructures. Elle s'appuie également sur le développement du capital humain africain à travers des programmes de formation spécialisés », a-t-il précisé à la chaîne « AL24News ». Selon lui, les établissements de formation et les écoles relevant du groupe Sonelgaz sont désormais en mesure d'accueillir des cadres et des techniciens africains, démontrant ainsi la capacité de l'université algérienne et des institutions nationales à ex-

porter leur savoir-faire et leurs compétences à l'échelle continentale.

De son côté, le président-directeur général de Sonelgaz International, Yazid Djellouli, a souligné que le projet de N'Djamena illustre concrètement la capacité de l'Algérie à exporter son expertise énergétique et à accompagner les pays africains dans le développement de leurs infrastructures électriques. Il a mis en avant le caractère entièrement algérien de cette réalisation, tant sur le plan des équipements que des ressources humaines mobilisées. « Les équipements installés sont de fabrication algérienne et les travaux sont entièrement menés par des compétences algériennes », a-t-il affirmé au micro de « AL24News ». Le responsable a également insisté sur la dimension stratégique de cette coopération, qui ne se limite pas à la construction d'infrastructures. Des stagiaires tchadiens ont déjà été accueillis dans les centres de formation de Sonelgaz en Algérie afin d'acquérir les compétences nécessaires à l'exploitation et à la maintenance de la future centrale. Cette démarche vise à favoriser le transfert de savoir-faire et à renforcer les capacités locales dans la durée. Pour Yazid Djellouli, cette approche traduit pleinement la vocation de Sonelgaz International, créée pour proposer aux pays africains des solutions intégrées couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, de l'ingénierie à la production d'électricité, en passant par le transport, la distribution, la formation et la fourniture d'équipements.

HYDROCARBURES

Equinor veut renforcer sa présence en Algérie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, la vice-présidente exécutive pour l'Afrique du groupe énergétique norvégien Equinor, Nina Birgitte Koch, en présence de cadres des deux parties.

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a permis d'évaluer l'état de la coopération existante entre le groupe public Sonatrach et Equinor, ainsi que d'examiner les opportunités de son développement et de son élargissement dans les différents domaines de l'industrie pétrolière et gazière, notamment les activités de recherche, d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures.

Les deux parties ont salué le niveau de coopération entre Sonatrach et Equinor, en particulier à travers les projets d'Aïn Salah et d'Aïn Amenas, qui illustrent le succès du partenariat algéro-norvégien dans le secteur des hydrocarbures. Elles ont également échangé leurs points de

vue sur de nouvelles opportunités d'investissement ainsi que sur les perspectives de renforcement de la coopération technique entre les deux entreprises.

Les discussions ont également porté sur les axes de coopération futurs, notamment le développement des champs pétroliers et gaziers, la pétrochimie, les technologies liées à la protection de l'environnement, la réduction des émissions de méthane et de carbone, ainsi que les projets de captage et de stockage du carbone (CCS). Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique de transition visant à réduire l'empreinte environnementale de l'industrie pétrolière et gazière.

Au cours de l'entretien, M. Arkab a réaffirmé la volonté de l'Algérie de poursuivre l'amélioration du climat des affaires et de renforcer les conditions d'attraction des investissements de qualité. Il a mis en avant les avantages offerts par la loi sur les hydrocarbures en matière de transparence, de stabilité et d'incitations destinées aux partenaires et investisseurs. Il a

également souligné les opportunités offertes dans les domaines de la recherche et développement, de la formation et du transfert de technologies modernes. De son côté, Nina Birgitte Koch s'est déclarée satisfaite du niveau de coopération établi avec Sonatrach, réaffirmant clairement la volonté du groupe Equinor de renforcer sa présence en Algérie et d'élargir ses domaines de partenariat avec le secteur énergétique national.

Elle a notamment insisté sur les perspectives liées à l'optimisation de l'exploitation des ressources et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, considérées comme des axes prioritaires de coopération future. La responsable norvégienne a, à cette occasion, salué la position de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur majeur du marché énergétique international, confirmant l'intérêt stratégique d'Equinor pour le développement de ses activités dans le pays.

Par Z R.

EXPORTATIONS DE GNL EN MAI 2026

Les principaux clients de l'Algérie

Par S. R.

L'Europe demeure de loin le principal débouché du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien. Les données publiées par le média spécialisé « Attaqa.net », sur la base des statistiques de Kpler relatives au mois de mai 2026, confirment la forte concentration des exportations algériennes vers le continent européen, avec la France en tête des importateurs pour le troisième mois consécutif. Selon les chiffres dévoilés, la France a réceptionné 234 000 tonnes de GNL algérien au cours du mois de mai, conservant ainsi sa position de premier client de l'Algérie sur ce segment stratégique. Elle devance la Turquie, qui a importé 203 000 tonnes, et l'Espagne avec 200 000 tonnes. L'Italie complète le groupe des principaux acheteurs avec 192 000 tonnes. Ce classement met en évidence le poids prépondérant des marchés européens dans la stratégie d'exportation du GNL algérien. Les quatre premiers clients représentent à eux seuls l'essentiel des volumes écoulés durant le mois, illustrant l'importance des relations énergétiques établies entre l'Algérie et plusieurs pays du bassin méditerranéen. La première place occupée par la France pour le troisième mois d'affilée témoigne de la solidité des échanges gaziers entre les deux pays. Dans un contexte où la sécurité énergétique demeure une priorité pour les économies européennes, le gaz algérien continue de bénéficier d'une demande soutenue grâce à sa proximité géographique et à la fiabilité des approvisionnements.

L'analyse des données révèle également que les exportations algériennes ne se limitent pas aux partenaires traditionnels du sud de l'Europe. La Croatie a ainsi importé 76 000 tonnes de GNL algérien en mai, tandis que les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont réceptionné respectivement 68 000 et 61 000 tonnes. Cette présence sur des marchés situés en Europe centrale et en Europe du Nord-Ouest traduit une diversification progressive des débouchés commerciaux de l'Algérie. Elle confirme également la capacité du pays à élargir son rayon d'action au-delà de ses partenaires historiques, tout en consolidant sa position parmi les fournisseurs énergétiques majeurs du continent. La répartition géographique des exportations souligne toutefois une réalité claire : l'Europe reste le marché naturel du GNL algérien. La proximité des infrastructures portuaires, les relations énergétiques de longue date et les besoins croissants des pays européens en sources d'approvisionnement diversifiées continuent de favoriser cette orientation. Les performances enregistrées en mai 2026 illustrent ainsi la place stratégique qu'occupe l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique européen. Elles mettent également en lumière la compétitivité du GNL algérien sur les marchés internationaux et la confiance accordée par les clients européens à un fournisseur qui demeure un acteur incontournable de la sécurité énergétique du continent.

TOURISME

La ministre inaugure le complexe touristique "Foggara"

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a inauguré, lundi à Adrar, le complexe touristique "Foggara". Supervisant en compagnie du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, la cérémonie inaugurale de cette installation touristique récupérés dans le cadre des biens saisis, Mme Meddahi a indiqué que "la relance de cette installation touristique classée cinq (5) étoiles, intervient en application des orientations des hautes instances du pays visant l'exploitation des projets récupérés pour renforcer la dynamique socioéconomique, locale et nationale". Et d'ajouter que le secteur du Tourisme a bénéficié d'une dizaine de projets saisis et récupérés, dans plusieurs wilayas du pays, qui ont été transférés au secteur public, sous la gestion du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), dont quatre dans la wilaya d'Adrar. Ces derniers englobent trois (3) établissements hôteliers au chef-lieu de wilaya et un quatrième dans la commune de Reggane, devant entrer en exploitation à la fin de l'année en cours. Après avoir écouté une présentation technique sur les démarches entreprises au niveau de cette installation touristique après sa récupération et sa réhabilitation, la ministre a estimé que le complexe touristique "Foggara", qui regroupe un hôtel 5 étoiles et un village touristique de 40 bungalows. Avec la récupération de cette nouvelle installation touristique, la capacité d'accueil locale est portée à 310 chambres et sera renforcée de plus de 800 lits supplémentaires, avec la réception à la fin de l'année en cours des trois autres projets récupérés, a-t-on fait savoir. Sur un autre registre, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat a fait état de l'octroi d'un quota de 200 places dans les camps d'été au profit d'enfants de plus de sept (7) ans, issus de différentes communes de la wilaya d'Adrar, qui seront transportés par avion vers les wilayas côtières, au cours de l'actuelle saison estivale.

APS

INDUSTRIE / ADRAR

Des biens récupérés remis en exploitation

La stratégie nationale de récupération et de valorisation des biens industriels saisis franchit une nouvelle étape. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis en avant les résultats concrets de cette politique publique à travers l'inauguration de deux briqueteries et l'inspection d'un troisième projet en cours de réhabilitation. Une démarche qui illustre, selon lui, la volonté de l'État de transformer les actifs récupérés en véritables moteurs de croissance, de création d'emplois et de développement régional.

Par Réda Hadi

En ce sens, en 2026, la politique de récupération et de relance des biens industriels constitue l'un des axes majeurs de la stratégie économique de l'Algérie. Cette démarche s'inscrit dans les orientations des pouvoirs publics visant à restaurer les capacités productives nationales, à diversifier l'économie hors hydrocarbures et à renforcer la souveraineté industrielle du pays. À la suite des opérations de lutte contre la corruption engagées ces dernières années, l'État a récupéré de nombreux actifs industriels, usines, complexes de production et unités économiques qui avaient été abandonnés, sous-exploités ou impliqués dans des affaires judiciaires. Plutôt que de laisser ces infrastructures à l'arrêt, les autorités ont opté pour une stratégie de réhabilitation et de réintégration dans le circuit économique national. Cette approche repose sur plusieurs axes. Le premier consiste à transférer les actifs récupérés vers des groupes publics spécialisés capables d'assurer leur gestion et leur remise en exploitation. Des groupes industriels nationaux comme GICA, Sonarem, Madar Holding ou encore Cosider ont ainsi été mobilisés pour reprendre et moderniser plusieurs unités productives. Le deuxième axe porte sur l'investissement dans la réhabilitation des installations. L'objectif n'est pas seulement de remettre en marche les usines, mais également d'améliorer leurs performances techniques, leur pro-

ductivité et leur compétitivité. Les investissements réalisés concernent la modernisation des équipements, la mise aux normes des infrastructures et l'intégration de nouvelles technologies de production. Dans cette optique, le ministre a procédé à la mise en service de deux unités industrielles relevant désormais de la Société industrielle des matériaux de construction (SIMCA), filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA). Ces infrastructures figurent parmi les nombreux biens récupérés par l'État dans le cadre de la lutte contre la corruption et réintégrés dans le circuit économique national. S'exprimant à cette occasion, Yahia Bachir a exprimé sa satisfaction quant aux progrès enregistrés sur le terrain. Il a souligné que les réalisations constatées s'inscrivent pleinement dans les orientations des hautes autorités du pays visant à relancer les biens industriels récupérés et à les convertir en outils productifs capables de générer de la valeur ajoutée, des richesses et des emplois durables. « Les résultats observés aujourd'hui confirment que l'option retenue par l'État, fondée sur la récupération et la relance des actifs industriels, constitue un choix économique judicieux », a affirmé le ministre, estimant que cette approche contribue à préserver les capacités nationales de production tout en renforçant la souveraineté économique du pays. Parmi les projets inaugurés figure la briqueterie de Fenoughil, au sud d'Adrar. Réalisée grâce à un investissement de 1,76 milliard de dinars, cette unité dispose d'une capacité

de production théorique de 300 000 tonnes par an, soit l'équivalent de près de 60 millions de briques. Entrée en phase de production après l'achèvement des essais techniques, elle devrait générer à terme une centaine d'emplois directs. Au chef-lieu de la wilaya, le ministre a également inauguré la briqueterie Timadenine 2, réhabilitée grâce à un investissement de 2,36 milliards de dinars. Dotée d'une capacité de production de 130 000 tonnes par an, cette unité contribue non seulement à renforcer l'offre nationale en matériaux de construction, mais aussi à préserver près de cent emplois. La visite a également permis d'inspecter le chantier de réhabilitation de la briqueterie Timadenine 1. Ce projet, qui mobilise un investissement de 1,25 milliard de dinars, devrait permettre à l'unité de retrouver une capacité de production annuelle de 72 000 tonnes une fois les travaux achevés. Au total, les investissements engagés par les pouvoirs publics à travers GICA et sa filiale SIMCA pour la relance de ces trois actifs industriels dépassent 5,37 milliards de dinars. Une enveloppe qui témoigne de l'importance accordée par l'État à la réhabilitation du tissu industriel national et à la valorisation des biens récupérés. Au-delà des chiffres, Yahia Bachir a insisté sur la portée stratégique de ces projets. Pour lui, la réintégration des actifs récupérés dans l'économie productive constitue un levier essentiel pour soutenir le développement local, attirer les compétences et créer de nouvelles opportunités d'emploi dans les régions du Sud.

CLÔTURE À ALGER DU SADA 2026

Appel à élargir les partenariats et à renforcer l'intégration économique continentale

Les travaux de la 4e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026), organisée sous le thème "Construire les partenariats africains de demain : innovation, souveraineté économique et intégration continentale", ont pris fin lundi à Alger, par un appel à élargir les partenariats économiques et d'investissement entre les pays africains, au service du développement durable et de l'intégration économique continentale. Accueilli par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), cet événement a constitué un espace de concertation et d'échange d'expertises entre opérateurs économiques et représentants d'établissements et d'organismes de différents pays africains, qui ont examiné les opportunités d'investissement et de partenariat, ainsi que les moyens de développer les échanges commerciaux intra-africains. Au terme des travaux, les participants ont unanimement appelé à élargir les domaines de coopération économique et à renforcer la présence des entreprises africaines sur les marchés continentaux et internationaux, tout en oeuvrant à l'accroissement du volume des échanges commerciaux intra-africains et à la valorisation du potentiel dont dis-

pose le continent. A cette occasion, le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a estimé que ce salon a contribué à renforcer les passerelles de communication entre les acteurs économiques et à ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de coopération, mettant en avant l'orientation adoptée par l'Algérie pour consolider ses relations économiques avec les pays africains et promouvoir ses exportations hors hydrocarbures, à la faveur de la dynamique économique que connaît actuellement le pays. Pour sa part, la représentante de la société "BAOSEM", filiale du groupe Sonatrach spécialisée dans la publication des appels d'offres du secteur de l'énergie, coorganisatrice de l'événement, Nedjma Grid, a souligné que le SADA 2026, qui a réuni plus de 100 entreprises algériennes et africaines, a offert d'importantes opportunités d'échange et de développement de relations d'affaires entre opérateurs économiques, indiquant que la prochaine édition se tiendrait en juin 2027 à Oran. Pour rappel, lors de l'ouverture de cette édition, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, avait

réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer son intégration économique dans l'espace africain, à travers l'encouragement de partenariats économiques mutuellement bénéfiques, en vue

de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le développement commun.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		المنتجات
	DA / Kg		دج / كلف		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	89	67	البطاطا
	Tomate	87	102	71	الطماطم
	Oignon sec	74	85	63	البصل الجاف
	Ail sec	667	756	578	الثوم الجاف
	Ail vert	249	273	226	الثوم الاخضر
	Carotte	90	102	78	الجزر
	Navet	96	107	85	اللفت
	Petit pois	200	225	175	الجبليانة
	Fève verte	106	115	98	الفول الاخضر
	Courgette	69	82	55	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	160	177	143	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	94	107	80	الخس
	Pomme locale	586	707	464	التفاح المحلي
	Datte	490	617	364	التمر
	Banane	489	511	467	الموز
Produits d'origine animale	Melon	134	155	114	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	96	68	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	1984	2145	1823	لحم البقر المحلي
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Poulet de chair	396	408	384	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,78	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8566	17 705 922,00
EGH El Aurassai	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

DEUX MONDES, UN DESTIN

L'Afrique à l'ère de l'intelligence artificielle

2^e partie et fin

Les principales données statistiques disponibles et les références bibliographiques, académiques ou institutionnelles exploitées, sont tirées des rapports de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED et accessoirement de Brookings PwC. Quelques autres lectures découvertes sur le tas sont citées également.

Rachid MEKSEN (*)

Collision des deux économies, risques et opportunités**i). Dépendance aux minéraux critiques**

L'Afrique est au cœur de la révolution technologique car les infrastructures physiques de l'IA (serveurs, supercalculateurs, centres de données) dépendent de métaux matériels dont le continent regorge. L'ironie est totale : le cloud "immatériel" repose sur le sous-sol africain. Néanmoins, cette ruée vers les minéraux verts et critiques risque de renforcer le vieux modèle extractif colonial (le pacte colonial) si elle n'est pas intégrée dans une stratégie de développement durable et d'industrialisation régionale.

ii). Automatisation, une menace pour l'Industrialisation

L'automatisation menace les emplois manufacturiers de faible qualification, remettant en question le modèle classique de développement par lequel l'Asie est passée (le passage de l'agriculture à l'industrie manufacturière de main-d'œuvre). Une étude de la Oxford Martin School, fréquemment citée sur ces questions, estimait que jusqu'à 85 % des emplois dans certains pays en développement, notamment en Afrique, présentaient un risque élevé d'automatisation. Si les robots industriels deviennent moins chers que la main-d'œuvre humaine, l'Afrique perdra son avantage comparatif démographique. Il devient donc urgent de repenser les modèles de formation pour préparer la jeunesse aux métiers de l'économie numérique.

iii). La fracture numérique, un amplificateur d'Inégalités

L'IA actuelle est entraînée à plus de 90 % sur des données occidentales et asiatiques, véhiculant des travers culturels et linguistiques majeurs qui ignorent les réalités africaines. De plus, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT sise à Genève), bien que la connectivité progresse, environ 60 % de la population d'Afrique subsaharienne n'a toujours pas d'accès régulier à Internet. Cette fracture numérique risque d'agir comme un amplificateur d'inégalités, creusant le fossé non seulement entre l'Afrique et le reste du monde, mais aussi au sein même des sociétés africaines.

Trois scénarios prospectifs 2030-2050

[Matières premières brutes] —>

SCÉNARIO 1 —> Marginalisation / Dépendance totale

[Digitalisation sectorielle] —>

SCÉNARIO 2 —> Émergence de hubs isolés (Kenya, Nigéria)

[Souveraineté & STIM] —>

Tableau comparatif synthétique

Dimension	USA-CHINE (Economies fondées du l'IA)	AFRIQUE (Economie de ressources)
Moteur de croissance	IA, données, semi-conducteurs, cloud	Minéraux, pétrole, agriculture
Valeur ajoutée	Très haute (immatériel)	Faible (extraction brute)
Emplois créés	Peu mais très qualifiés et bien rémunérés	Nombreux mais peu qualifiés et précaires
Vulnérabilité principale	Guerre technologique, régulation, éthique IA	Volatilité des cours, automatisation, substitution
Horizon 2030	Domination du marché mondial de l'IA	Dépendance aux exportations de matières premières
Horizon 2050 (optimiste)	IA générale, économie post-travail	Industrialisation et hub technologique africain
Horizon 2050 (pessimiste)	Concentration des richesses, fracture sociale	Marginalisation économique, instabilité
Levier clé	Puces, données, talents, brevets	Contenu local, éducation, gouvernance, unité régionale

(Sources 2026 : Banque Mondiale, FMI, Forum Economique Mondial)

SCENARIO 3 —> Renaissance industrielle globale (Les STIM, abréviation de sciences, technologie, ingénierie et mathématiques)

Scénario 1 : Marginalisation accélérée

Dans ce scénario pessimiste, l'Afrique demeure un réservoir de matières premières bon marché. Elle subit de plein fouet l'automatisation de ses rares industries et une fracture numérique croissante. La jeunesse, privée de compétences numériques, fait face à un chômage de masse. Le continent devient le terrain d'une "guerre des données" et de prédation de ressources entre puissances étrangères, sans autonomie décisionnelle.

Scénario 2 : Saut technologique partiel

L'Afrique réalise des percées technologiques ciblées, à l'image du succès de la finance mobile. Des solutions d'IA appliquées à l'agriculture de précision ou à la télémédecine se développent. Toutefois, cette dynamique reste concentrée dans quelques "technopoles" ou "hubs" (Nairobi, Lagos, Le Cap, Kigali). Le reste du continent demeure structurellement exclu, maintenant de profondes fractures internes.

Scénario 3 : Renaissance industrielle et technologique

Dans ce scénario optimiste, soutenu par l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), l'Afrique impose la transformation locale de ses minéraux et investit massivement dans le capital hu-

main. Grâce à une gouvernance stable, elle développe ses propres modèles d'IA souverains, adaptés à ses langues et à ses besoins (gestion de l'eau, transition énergétique, logistique), devenant un pôle majeur d'innovation inclusif.

Leviers d'action pour la révolution IA**i). Souveraineté des données**

L'Afrique doit valoriser ses données pour en tirer des bénéfices. Bien que l'Union africaine ait adopté la Convention sur la cybersécurité et la protection des données, son application reste fragmentée. Le continent devrait impérativement développer ses propres infrastructures physiques, notamment des Data Centers souverains sur le sol africain (qui représentent aujourd'hui moins de 2 % de la capacité mondiale), afin d'éviter la fuite de la valeur brute des données vers l'extérieur.

ii). Éducation et capital humain

Transformer le potentiel démographique en dividende économique exige une refonte des systèmes éducatifs. Moins de 25 % des étudiants africains s'orientent vers les filières STIM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques). Il est vital de massifier les investissements dans ces disciplines et de soutenir des initiatives d'excellence comme l'AIMS (African Institute for Mathematical Sciences) pour former sur place les futurs ingénieurs et chercheurs en IA.

iii). Partenariats technologiques de nouvelle génération

Les accords avec les géants du numérique (GAFAM américains ou BATX chinois) doivent dépasser la simple lo-

gique de consommation ou de soustraction de modération de données à bas coût. Les gouvernements africains doivent exiger des transferts de technologies effectifs, l'implantation de centres de recherche et développement locaux et le co-développement d'algorithmes, conformément aux orientations de la Stratégie Révisée pour l'IA de l'Union Africaine.

L'Afrique au milieu du gué

L'Afrique doit choisir son avenir face à une économie mondiale dominée par l'IA. Les ressources naturelles ne doivent plus être une malédiction, mais le levier financier permettant d'investir dans le capital humain et les infrastructures. La fenêtre d'opportunité s'avère étroite. Comme l'écrivait le célèbre savant sénégalais Cheikh Anta Diop dans *Alerte sous les tropiques*, (recueil d'articles et d'essais fondamentaux anciens mais d'actualité (1946-1960) dans lequel l'auteur analyse les défis majeurs de l'Afrique noire. Il y lance un appel urgent pour l'indépendance, l'unité fédérale et la maîtrise des sciences et de l'industrie comme conditions vitales de survie l'Afrique) : 'L'Afrique doit s'armer de science et de technologie pour assurer sa propre survie culturelle et politique'. La véritable question n'est plus de savoir si l'IA va transformer l'Afrique, mais si le continent aura la volonté politique et l'audace stratégique de façonner cette transformation selon ses propres termes, pour passer du statut de spectateur à celui d'acteur incontournable de la scène mondiale.

(*) *Economiste, Haut fonctionnaire à la retraite

SKIKDA

Programme anticipé pour améliorer l'approvisionnement en électricité durant l'été

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Skikda a élaboré un programme anticipé pour améliorer l'approvisionnement en électricité durant la saison estivale 2026, à-on informé lundi auprès de cette direction. Dans une conférence de presse animée au siège de la direction, son responsable Abdelouahad Hamaz a précisé qu'un plan anticipé de préparation de cette saison qui connaît habituellement une demande croissante sur l'électricité surtout durant la période de pic a été conçu pour consolider et entretenir les réseaux de transport et de distribution de l'électricité outre la mise en œuvre des programmes de maintenance des centrales et de prévention des incendies de forêts.

Le même responsable a relevé à ce propos qu'un deuxième transformateur électrique (60-30 kilovolts) a été mis en service au centre de la commune d'El Harrouch après celui entré en exploitation au début 2025 outre la réalisation de plusieurs lignes haute tension dans la ville de Skikda, la réalisation de modifications aux deux installations haute tension 60 kilovolts d'Az-zaba -Ramdane Djamel, Az-zaba-Hadjar Soud et l'installation de huit nouveaux transformateurs.

Il a également été réalisé dans le même cadre à la réalisation d'un couloir anti-incendie sur près de 40 hectares, au désherbage sur près de 27 hectares pour éviter les départs d'incendies près des installations électriques en plus de la réalisation de tranchées anti-incendie sur près de 5 hectares, a ajouté M. Hamaz.

Le même cadre a été rappelé lors de la conférence de presse des directions durant 2025 avec le raccordement au réseau électrique de 342 exploitations agricoles, de 4 zones d'activités et de 1.756 foyers, le raccordement au réseau de gaz naturel de 5.444 foyers et d'une zone des activités outre l'installation de 18 bornes de recharge des voitures électriques et de 386.120 appareils de détection du monoxyde de carbone.

APS

OUM EL BOUAGHI

Lancement prochain de deux projets industriels représentant un investissement de plus de 70 Mds de DA

Les travaux de réalisation de deux projets industriels représentant un investissement privé évalués à 71 milliards de dinars, seront lancés "dans les prochains jours" dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué, lundi, le directeur du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Rafik Kraïmia.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le premier projet porte sur la construction, dans la zone industrielle d'Ouled Gacem, près d'Ain M'lila, d'une usine de production de pneumatiques pour véhicules d'une capacité de production annuelle de plus de 2 millions d'unités, fruit d'un investissement de 48 milliards de dinars.

Un deuxième projet portant réalisation sur une usine de production de batteries au lithium (pour voitures électriques et hybrides) sera également lancé dans la même zone industrielle, selon M. Kraïmia qui a indiqué que la capacité de production de cette usine, d'un coût de construction et d'équipement de 23 milliards de dinars, sera de 800.000 unités par an.

Soulignant que ces deux unités industrielles "permettront de générer, à terme, plus de 3.000 postes d'emploi", le directeur du guichet unique de l'AAPI a fait savoir qu'une assiette foncière de quelque 15 hectares avait été attribuée à chacun de ces projets structurants accordés aux investisseurs concernés via la plateforme numé-

rique mise à la disposition des porteurs de projets.

Khaled Attia, membre de l'équipe initiatrice du projet de production de batteries au lithium, a souligné, dans une déclaration à l'APS, "le rôle actif de l'AAPI dans l'accompagnement de ce projet qui prolonge, en plus des batteries au lithium, des batteries de traction et des batteries industrielles".

Le même investisseur, qui devrait entamer les travaux de construction de l'usine "aussitôt après l'obtention du permis de construire", a rappelé les différentes étapes franchies pour atteindre cette phase avancée, à savoir l'enregistrement sur la plateforme numérique de l'AAPI, l'acceptation du projet, l'attribution du terrain industriel, la préparation de l'étude technique-économique du projet, puis le dépôt du dossier auprès de la même agence, ainsi que d'autres démarches qui ont suivi de l'accompagnement de cet organisme à tous les étapes.

Le même intervenant a indiqué que ce projet structurant, qui sera financé sur

fonds propres en plus d'un prêt bancaire d'un montant total de 23 milliards de dinars, permettra de "renforcer ce type d'industries, créera 1.050 emplois et participera à la réduction des importations, tout en soutenant les énergies propres et renouvelables".

De son côté, le directeur exécutif du projet de production de pneumatiques pour véhicules, Yasser Boutebba, a expliqué que la capacité de production du projet, qui devrait obtenir un permis de construire "bientôt", est estimée à 2 millions de pneus pour camions, plus de 100.000 pneus pour moteurs de travaux publics et 50.000 pneus pour matériel agricole.

M. Boutebba a souligné "l'importance stratégique" de ce projet qui a, selon lui, d'un "accompagnement permanent" de l'AAPI, avant d'affirmer que l'unité "fournira, à l'avenir, 2.100 postes d'emploi directs, contribuera à l'autosuffisance en matière de pneumatiques, réduira les importations et soutiendra l'économie nationale".

APS

AÏN TEMOUCHENT

Lancement de la campagne moisson-battage avec des prévisions de récolte abondante de céréales

La campagne de moisson-battage a été lancée, lundi dans la wilaya d'Aïn Temouchent sur une superficie totale dépassant 52.000 hectares, avec des prévisions de production "céréalière abondante", à-on informée auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

La campagne, qui cible une superficie de 52.538 hectares emblavés, se répartit à raison de 16.641

hectares consacrés au blé dur, 2.307 hectares au blé tendre et 32.504 hectares à l'orge, a indiqué le représentant du secteur agricole, Faouzi Massar, à l'occasion du lancement officiel de la campagne de moisson-battage par le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, dans une exploitation agricole spécialisée dans les grandes cultures. Les services agricoles ont mobi-

lisé tous les moyens matériels et humains nécessaires à la réussite de cette campagne, notamment 350 moissonneuses-batteuses et 3.838 tracteurs agricoles, ainsi qu'un nombre suffisant de sacs destinés à la collecte des céréales.

Par ailleurs, les deux Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'Aïn Temouchent et de Hammam Bouhadjar ont pris

toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la réception des récoltes dans les meilleures conditions possibles.

Selon la DSA, la wilaya devrait enregistrer une production céréalière importante par rapport aux saisons précédentes, grâce notamment aux prélèvements abondants qui ont marqué la campagne agricole en cours

R.E

NÂAMA

Lancement de la 2e tranche du projet de dédoublement de la RN6

La direction des Travaux publics de la wilaya de Nâama a lancé, lundi, les travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet de dédoublement et de modernisation du tronçon de la route nationale RN 6 reliant les communes d'El-Biodh (wilaya de Nâama) et de Bougtob (wilaya d'El-Bayadh) sur une distance de 31 km, a-t-on appris auprès de la même direction.

Cette tranche cible les travaux de dédoublement, de modernisation et d'élargissement de cet axe routier sur une longueur de 10 km, pour une enveloppe financière avoisinant 779 millions de dinars, pour un délai de réalisation fixé à 10 mois. Le coup d'envoi

des travaux a été donné par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Nâama, Messaoud Boulaâras, a fait savoir la même source.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de dédoublement de la RN6, qui traverse la wilaya de Nâama sur une distance de 273 km, depuis la commune d'El Bayadh au nord, jusqu'à la commune de Djeniène-Bourezg au sud, a précisé la direction, relevant qu'"à ce jour, 142 km de ce projet ont déjà été réalisés à travers le territoire de la wilaya".

Selon l'étude géotechnique et technique du projet, les travaux prévus dans cette tranche, la deuxième d'un

projet divisé en trois lots pour le dédoublement de ce tronçon reliant El-Biodh à Bougtob, comprennent les travaux de terrassement, la réalisation d'ouvrages de protection contre les crues et de canalisations d'évacuation des eaux, ainsi que la réalisation des trois couches de la chaussée (couche de fondation, couche de base et couche de roulement), sans oublier l'aménagement des accotements. Une fois achevé et mis en service, ce projet devra contribuer à améliorer la fluidité de la circulation, renforcer la sécurité routière et faciliter le transport des marchandises entre les villes du Sud-ouest et le Nord du pays via la route nationale RN 6, considérée

comme un axe stratégique reliant le Nord au Sud de l'Algérie dans sa partie Ouest. Cette route s'étend sur environ 2.163 km, depuis la ville de Sig, dans la wilaya de Mascara jusqu'à la commune de Timiaouine, dans la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, a souligné le secrétaire général de la wilaya, Messaoud Boulaâras.

Le lancement de cette deuxième tranche sera suivi, dans les prochains jours, par celui de la troisième et dernière tranche du projet, portant sur une distance de 11 km, a souligné la direction des Travaux publics de la wilaya de Nâama.

R.E

Les cryptos au secours du dollar ? La doctrine cryptomercantiliste de l'administration Trump

3^e partie et fin

Donald Trump a débuté son deuxième mandat à la présidence des Etats-Unis en créant un crypto-actif à son effigie, le \$Trump. Ce jeton numérique est devenu le symbole des multiples conflits d'intérêts que le nouveau président américain entretient avec le secteur des cryptomonnaies, dont il s'est fait le farouche promoteur. Au-delà de cette opération purement spéculative, la nouvelle administration Trump semble déterminée à faire des crypto-actifs privés l'instrument d'un renouveau du dollar à l'échelle internationale. Cette doctrine, qualifiée de cryptomercantilisme, répond entre autres au développement spectaculaire du yuan numérique chinois.

Par Frédéric Lemaire
et Dominique Plihon

Les émetteurs de stablecoins présentent particulièrement le flanc au risque d'une telle panique qui pourrait enclencher une spirale destructrice : les reventes massives de stablecoins obligerait les émetteurs à revendre en urgence leurs réserves en bons du Trésor américain pour garantir leurs cours, contribuant à faire baisser les prix des titres de dettes (et donc du total de leurs réserves pour faire face au risque de transformation).

En l'absence de garde-fous financiers, un choc d'une ampleur suffisante pourrait donc se traduire, pour un émetteur de stablecoin, par de graves difficultés financières qui pourraient se propager d'autant plus facilement dans un contexte de détérioration des conditions sur le marché des obligations et d'interconnexion entre les acteurs du secteur de la tech et ceux du secteur financier. Quant aux détenteurs des stablecoins émis par une entreprise en faillite, ils verraient leurs dépôts en stablecoins disparaître sans recours possibles en l'absence de mesures de protection des consommateurs.

D'une manière générale, les opérations réalisées avec ces instruments numériques, qui jouent plus un rôle d'actif financier que de moyen de paiement, échappent largement au contrôle des banques centrales et des autorités de régulation : elles sont une source potentielle d'instabilité financière et offrent des opportunités de fraude et de manipulations des données personnelles sans précédent. Comme la plupart des crypto-actifs, les stablecoins ne peuvent pas être considérés comme une monnaie : la monnaie est généralement définie comme un moyen de paiement ayant un cours légal sur un territoire, or peu d'actifs cryptographiques peuvent se prévaloir du statut de monnaie légale. Par ailleurs, les crypto-actifs privés sont déconnectés de toute autorité souveraine assurant leur liquidité et leur pérennité. Ce qui est une conséquence de la philosophie libertarienne anti-banque et anti-Etat qui a inspiré la création des crypto-monnaies. En fin de compte, il apparaît que les stablecoins seront des succédanés des dollars officiels et que la Fed gardera le contrôle de la politique monétaire.

L'émergence des monnaies numériques de banques centrales

Si les Etats-Unis de Donald Trump semblent s'engager dans la voie de la promotion des stablecoins en dollars, la Chine a fait un choix radicalement différent : celui du développement d'une cryptomonnaie publique émise par la banque centrale chinoise, ou monnaie numérique de banque centrale (MNBC). La Chine n'est pas la seule à explorer cette voie : en 2024, plus de 130 pays étaient engagés dans l'exploration d'une Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC), qui est déjà devenue une réalité dans plusieurs pas : outre la Chine, le Nigéria, les Bahamas ou encore la Jamaïque. Les MNBC sont émises par des autorités monétaires et ont un cours légal. A la différence

des stablecoins privés, les MNBC peuvent ainsi légitimement revendiquer le statut de monnaie. Les motivations des autorités monétaires pour la mise en œuvre de ces monnaies numériques sont différentes selon les pays et leur niveau de développement : offrir une alternative dématérialisée au cash (billets) et permettre au public d'avoir accès à un moyen de paiement garanti par l'Etat, réduire le coût du système de paiement, ou encore permettre une traçabilité des transactions monétaires, favorable à la lutte contre les opérations illicites.

Elles pourront être émises sous deux formes : MNBC de gros, destinées aux paiements de gros montant et ne pouvant être détenue que par les intermédiaires financiers autorisés par la banque centrale, et les MNBC de détail, accessibles à l'ensemble du public. Dans ce dernier cas, les MNBC seront ainsi la forme numérique de la monnaie fiduciaire actuelle (les espèces ou cash), qui est une monnaie officielle réglementée par la loi. Les MNBC de gros et de détail répondent à des objectifs complémentaires : les premières visent à améliorer l'efficacité et la sécurité des paiements transfrontaliers entre intermédiaires financiers en réduisant les coûts de transaction liés aux transactions avec l'étranger. Les secondes peuvent être un facteur d'inclusion financière en surmontant les barrières auxquelles sont confrontées les populations non bancarisées, ce qui est un facteur particulièrement important dans les pays en développement.

De tous les projets de MNBC, l'e-yuan chinois (e-CNY), lancé en 2014, est l'un des plus ambitieux et des plus anciens. Créé pour répondre au risque d'un développement des crypto-actifs privés utilisés comme moyens de paiement (bitcoin, ex-Libra...), la monnaie numérique chinoise est officiellement en cours d'implémentation dans 29 villes chinoises. Elle peut y être utilisée dans la vie quotidienne, dans les transports... Bien que son adoption soit freinée par la popularité de système de paiements numériques comme Alipay et WeChat Pay, le e-yuan progresse : en juillet 2024, le Digital Currency Research Institute de la banque centrale chinoise (à l'origine du projet) estimait le volume de transactions de la monnaie numérique à 7300 milliards de yuan entre 180 millions de portefeuilles[28].

Une des critiques adressées au e-yuan concerne l'atteinte à la vie privée. Ce système de paiement, par la traçabilité des transactions et la quantité d'informations fournies à la banque centrale chinoise, est potentiellement un instrument de contrôle à grande échelle de la population chinoise. Pour les pays dits « démocratiques », la mise en place des MNBC telles que le e-euro, nécessite ainsi que celles-ci soient assorties de règles strictes en matière de protection des données personnelles.

Les autorités européennes doivent se prononcer prochainement sur le lancement de l'e-euro. Il est probable que l'e-euro sera hybride, comme la plupart des futures MNBC, avec la double dimension de monnaie de gros et de détail. Outre la question essentielle de la protection des données personnelles, la mise en place de l'e-euro posera la question de son impact sur le système bancaire. Les

banques voient d'un mauvais œil cette monnaie numérique car elle concurrencerait la monnaie (dite scripturale) que celles-ci créent à la suite de leurs opérations de crédits. Ce qui réduirait la capacité de prêt du système bancaire, principale source de financement de l'économie dans la zone euro.

L'efficacité de la politique monétaire serait également remise en cause à la suite de ce processus éventuel de désintermédiation, dans la mesure où les impulsions de la politique monétaire, notamment via le canal des taux d'intérêt et du crédit, passent actuellement largement par le système bancaire. On peut considérer, à l'inverse, qu'il s'agit là d'un avantage du développement de la MNBC : remettre en cause la privatisation de l'émission de monnaie par les banques privées dans le capitalisme contemporain, en réduisant le rôle de l'intermédiation bancaire. En revanche, il demeure nécessaire s'interroger sur le surcroît de pouvoir que la MNBC pourrait donner aux banques centrales, des institutions échappant largement au contrôle démocratique.

L'ère de la concurrence des monnaies

La digitalisation monétaire pourrait jouer un rôle important dans la configuration future des systèmes monétaires et des relations monétaires internationales[29]. Dans le contexte actuel de tensions géopolitiques, particulièrement entre les Etats-Unis et la Chine la digitalisation pourrait contribuer à une concurrence croissante, d'aucuns parlent de « guerre », entre les principales monnaies officielles. On pourrait assister à une double confrontation, d'une part entre monnaies officielles, et d'autre part entre monnaies privées et publiques (officielles)[30].

Les monnaies officielles bénéficient d'un avantage essentiel par rapport aux monnaies privées, celui d'être soutenues et garanties par les autorités publiques qui leur confèrent une existence légale. Les expériences passées de monnaies privées non régulées ont le plus souvent conduit à des épisodes d'instabilité monétaire et ont été de courte durée. Ainsi en fut-il pour les expériences de free banking aux Etats-Unis (1837 - 1862) et au Canada (1891 - 1934).

Mais aujourd'hui, une monnaie digitale privée telle que celle émise par le géant chinois Ali Baba peut instantanément accéder à plusieurs centaines de millions d'individus participant à sa plateforme sur les plusieurs continents. Ces géants numériques seront en mesure de créer des zones monétaires digitales, parallèlement aux espaces monétaires traditionnels[31]. Les géants de la Tech américaine bénéficient par ailleurs désormais du soutien explicite de Washington dans la mise en œuvre de ces nouveaux moyens de paie-

ments privés. Le développement des stablecoins comme monnaies parallèles, soutenues implicitement par le Trésor américain, pourrait mener à ce que Yannis Varoufakis nomme un nouveau « féodalisme monétaire[32] », en référence à la notion de technoféodalisme popularisée par l'économiste Cédric Durand. Bref, l'économie digitale pourrait ainsi se traduire par une concurrence nouvelle entre monnaies privées et officielles.

La digitalisation monétaire va également contribuer à la transformation du système monétaire international et à la concurrence entre les monnaies officielles[33]. Ainsi, on a vu que l'administration Trump, dans son alliance avec les monopoles numériques états-unis, cherche à développer les stablecoins ancrés sur le dollar pour tenter de pérenniser la domination du dollar dans le SMI. De leur côté, les autorités chinoises ont pris de l'avance sur la mise en place de leur MNBC, le e-yuan, pour conforter leur pouvoir monétaire, notamment dans les routes de la soie qu'elles ont développées dans de nombreuses régions.

Chacune de ces stratégies a ses limites. Il n'est pas sûr que les stablecoins permettront d'enrayer le processus de dédollarisation. En effet, les BRICS cherchent à développer des alternatives au dollar, soit en utilisant leurs propres monnaies dans leurs échanges, soit en ayant recours à des systèmes de paiement qui ne sont pas sous le contrôle états-unien, tel que le M-Bridge, plateforme de MNBC destinées aux paiements transfrontaliers. En ce qui concerne la capacité du yuan à concurrencer le dollar, la libéralisation limitée du compte de capital chinois et du marché des changes du yuan, voulu par les autorités, fait obstacle à l'internationalisation de leur monnaie.

Au total, dans le contexte géopolitique actuel, marqué par de fortes tensions géopolitiques, l'intensification de la concurrence entre les monnaies à l'échelle internationale, favorisée par la technologie numérique, apparaît comme le scénario le plus probable dans les prochaines années[34]. La concurrence des monnaies pourrait se traduire par une segmentation du système monétaire international avec la mise en place dans le futur de zones monétaires distinctes, publiques et privées. Seule une coopération monétaire internationale permettrait d'instituer une véritable monnaie internationale supranationale publique, au-dessus des monnaies nationales, telle que le Bancor proposé par Keynes en 1944. Un projet auquel les nouvelles technologies monétaires pourraient donner un élan et un souffle nouveaux.

Source: lvs1.fr; publié le 17 décembre 2025

Notes

[28] Roger Huang, « A 2025 Overview Of The E-CNY, China's Digital Yuan », Forbes, 15 juillet 2024.

[29] Dominique Plihon, « Digitalisation des monnaies : vers un nouvel ordre monétaire ? », Analyses économiques et financières, Institut Supérieur de Finance, Dakar, décembre 2022.

[30] Christian De Boissieu et Marc Schwartz, La nouvelle guerre des monnaies, Odile Jacob, 2023.

[31] Brunnermeier M. R., James M. et Landau J.-P., « The digitalization of money », document de travail, NBER, 2019.

[32] Y. Varoufakis, Trump Wants Big Tech..., mai 2025.

[33] Michel Aglietta Duo Bai et Camille Macaire, La course à la suprématie monétaire à l'épreuve de la rivalité sino-américaine, Odile Jacob, 2022.

[34] Bruno de Conti, « Innovation in the real of money : Central bank digital currencies shaping a new international payment system ? », Working paper, Université de Campinas, Brésil, 2024.

KOWEÏT Le royaume envisage d'étendre son stockage pétrolier à l'étranger

Le Koweït explore des options pour accroître sa capacité de stockage de pétrole à l'étranger, à la suite des perturbations des expéditions via le détroit d'Ormuz causées par le conflit dans le Golfe Persique. Le cheikh Khaled Al Sabah, directeur général du marketing international à la Kuwait Petroleum Corp., a déclaré que le détroit demeure dangereux pour les expéditions énergétiques. Il a tenu ces propos lors de la conférence S&P Global Energy MPMG 2026 à Londres. Le pays est en discussions avec des États voisins au sujet d'éventuelles alternatives par pipeline, a indiqué Al Sabah. Le Koweït dépend actuellement entièrement des expéditions par pétroliers via le détroit d'Ormuz pour ses exportations énergétiques. Ces dernières années, le Koweït a conclu des accords pour stocker de petites quantités de pétrole en Corée du Sud et au Japon.

La campagne militaire américano-israélienne contre l'Iran, lancée fin février, a perturbé les marchés énergétiques mondiaux. Environ un cinquième des approvisionnements quotidiens en pétrole et en gaz en provenance de la région du Golfe ont été affectés. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 35% depuis le début du conflit.

R. I.

EGYPTE Impact des tensions régionales sur le secteur des céréales

Face aux pressions inflationnistes provoquées par les tensions régionales, les autorités égyptiennes ont choisi de maintenir les prix du pain subventionné, un produit de première nécessité consommé par près de 70 millions d'Égyptiens.

Par Rédaction Internationale

Le conflit avec l'Iran a entraîné une dépréciation de la livre égyptienne d'environ 14% ainsi que des perturbations logistiques dans la région. Cette situation a contribué à une hausse des prix du blé, exerçant une pression importante sur la filière meunière. Les prix locaux du blé contenant 12,5% de protéines, départ entrepôt, sont ainsi passés d'environ 200 euros à 230 euros la tonne, avant de se stabiliser autour de 220 euros.

Parallèlement, la hausse des prix mondiaux de l'énergie a conduit le gouvernement égyptien à relever les prix des carburants de 14% à 17% selon les catégories, à partir du mois de mars. Malgré cette augmentation, les autorités ont maintenu le prix du pain subventionné à 0,0032 euro l'unité. L'État a décidé d'absorber le surcoût lié à la hausse du prix du diesel utilisé par les boulangeries, un effort budgétaire estimé à plus de 25 millions d'euros par an.

Les pouvoirs publics ont également instauré des

plafonds de prix pour le pain non subventionné, notamment les variétés « baladi » et « fino », dont les prix sont fixés entre 0,0016 euro et 0,0032 euro selon le poids du produit. Ces mesures revêtent une importance particulière en Égypte, où le pain constitue bien plus qu'un simple aliment. Depuis l'Antiquité, il représente un symbole de subsistance, comme l'illustre le terme arabe « eish », qui signifie littéralement « la vie ».

Les tensions énergétiques affectent également le secteur des engrais, un pilier de l'économie égyptienne. Le pays assure plus de 4% de la production mondiale d'engrais et occupe le septième rang mondial pour la production d'urée, principal engrais azoté.

Afin de limiter l'impact de la flambée des prix énergétiques sur les finances publiques, le gouvernement a décidé d'augmenter les tarifs du gaz naturel destiné à l'industrie. Cette mesure touche directement la production d'engrais azotés, dont près de 70% des coûts de fabrication dépendent du gaz naturel. Dans ce contexte, les

prix intérieurs de l'urée ont enregistré une forte hausse, estimée à environ 28% pour le seul mois de mars.

En parallèle, les autorités ont instauré une taxe temporaire de trois mois de 90 dollars par tonne sur les exportations d'engrais azotés. Cette décision intervient alors que les engrais représentaient le deuxième poste d'exportation de l'Égypte en 2025, avec une valeur de 2,8 milliards de dollars.

Conséquence directe de ces mesures et des tensions sur les marchés, les prix de l'urée égyptienne à l'exportation ont fortement progressé, passant d'une fourchette comprise entre 420 et 500 dollars la tonne à près de 880 dollars la tonne en avril.

Ainsi, entre hausse des coûts énergétiques, volatilité des marchés agricoles et dépréciation monétaire, l'Égypte se trouve confrontée à des défis majeurs pour préserver la stabilité de son approvisionnement alimentaire tout en soutenant un secteur des engrais stratégique pour son économie et ses exportations.

MAURITANIE

La santé a connu un bond qualitatif en matière d'infrastructures, de ressources humaines et de services spécialisés

Le ministre de la Santé, M. Thiam Tijani, a indiqué que le secteur de la santé occupe une place prépondérante parmi les priorités de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Il a souligné que cette attention particulière s'est traduite concrètement par le doublement du budget du secteur de la santé, permettant ainsi le lancement et la mise en œuvre de nombreux programmes et projets visant à développer le système national de santé et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens.

Cette déclaration a été faite lors de son intervention dans l'émission « Re-devabilité », diffusée samedi soir par

les médias publics, à savoir l'Agence mauritanienne d'information, Radio Mauritanie et Al-Mauritaniya TV, sous le titre « Réalité et perspectives du secteur de la santé ».

Le ministre a expliqué que l'augmentation significative des ressources financières du secteur a permis de réaliser plusieurs progrès qualitatifs, notamment l'expansion des infrastructures de santé, le renforcement des ressources humaines et le développement de services médicaux spécialisés.

Il a ajouté que le nombre de professionnels de santé dans le secteur a augmenté de plus de 27% ces dernières années, parallèlement à la mise en œuvre de programmes de

formation et de perfectionnement continus qui ont contribué à rehausser les niveaux de performance et à améliorer la qualité des services de santé.

Il a souligné que le système national de santé a également effectué des opérations chirurgicales et des interventions médicales de pointe, dont certaines ont été réalisées pour la première fois en Mauritanie, voire dans la sous-région. Ceci témoigne du développement de l'expertise médicale nationale et du niveau des équipements de santé.

En matière de protection sociale et de couverture santé, le ministre a affirmé que l'État a accompli des progrès significatifs vers la couverture sanitaire

universelle. 150 000 familles, soit environ 900 000 citoyens, ont bénéficié de services d'assurance maladie, ainsi que 50 000 étudiants et des bénéficiaires du Fonds national de solidarité pour la santé (CNASS), dans le cadre d'une politique visant à garantir un accès équitable aux soins.

Il a ajouté que la création du Fonds national de solidarité pour la santé (CNASS) a permis aux personnes non assurées de bénéficier de services de santé en échange de contributions symboliques, majoritairement prises en charge par l'État. Ceci garantit l'élargissement de la protection sanitaire et la promotion de la justice sociale.

R. I.

TUNISIE

L'inflation ralentit mais que la vie continue de coûter plus cher

La Tunisie entre soulagement statistique et inquiétude quotidienne. Vivre deux réalités économiques parallèles ?

La première est celle des tableaux de bord, des rapports officiels, des courbes et des indicateurs. Dans cette réalité-là, la Tunisie de 2026 semble progressivement sortir d'une zone de fortes turbulences. La croissance économique retrouve des couleurs, les réserves en devises se renforcent, le déficit courant s'améliore et l'inflation, qui avait atteint des niveaux particulièrement préoccupants il y a quelques années, paraît désormais sous contrôle.

La seconde réalité est celle que vivent les ménages. Elle se mesure moins en points de PIB qu'en dinars dépensés au marché. Elle s'observe dans l'hésitation d'une mère de famille devant l'étal du boucher, dans le calcul minutieux d'un retraité au moment de remplir son panier ou dans les sacrifices silencieux d'un salarié qui renonce à certaines dépenses pour préserver l'essentiel. Entre ces deux réalités se dessine aujourd'hui l'un des grands paradoxes écono-

miques tunisiens. Le 3 juin 2026, le Conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie a décidé de maintenir son taux directeur à 7%. Une décision prudente qui reflète à la fois les progrès accomplis et les risques qui demeurent. Quelques jours plus tard, les chiffres de l'inflation confirmaient une stabilisation à 5,5%. Pourtant, dans les foyers tunisiens, le sentiment dominant reste celui d'une vie toujours plus chère. Cette contradiction n'est pas une illusion. Elle constitue au contraire l'un des principaux défis économiques et sociaux du pays.

Le retour progressif des équilibres macroéconomiques

Pendant plusieurs années, l'économie tunisienne a évolué sous la pression simultanée de crises multiples : pandémie, perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, guerre en Ukraine, tensions énergétiques, sécheresse et ralentissement économique international. Dans un tel contexte, la priorité des autorités écono-

miques est devenue la préservation des grands équilibres.

À cet égard, plusieurs signaux sont aujourd'hui encourageants. La croissance économique a atteint 2,6% au premier trimestre 2026, contre seulement 1,6% un an auparavant.

Le secteur des services retrouve une certaine dynamique, l'agriculture bénéficie d'une amélioration relative de ses performances et plusieurs branches industrielles démontrent une capacité de résistance appréciable malgré un environnement encore complexe.

Le secteur extérieur offre également des motifs de satisfaction. Les recettes touristiques, les revenus des Tunisiens résidant à l'étranger et l'amélioration de la balance des services contribuent à limiter les effets du déficit commercial. Les réserves en devises dépassent désormais les cent jours d'importation, renforçant ainsi la résilience financière du pays.

Pour les économistes, ces évolutions constituent des indicateurs importants. Elles témoignent d'une économie qui, sans

être sortie de toutes ses fragilités, semble avoir retrouvé une partie de sa stabilité.

Mais une question demeure : cette amélioration est-elle ressentie par la population ? Le grand malentendu de l'inflation

L'une des difficultés majeures des débats économiques réside dans la compréhension du phénomène inflationniste. Lorsque les médias annoncent que l'inflation « ralentit », beaucoup de citoyens ont l'impression que les prix devraient diminuer. Or ce n'est pas ce que signifie le chiffre. Une inflation de 5,5% signifie que les prix continuent d'augmenter. Ils augmentent simplement moins vite qu'auparavant.

Cette nuance, qui paraît technique, est fondamentale.

Prenons un exemple simple. Si un produit coûtait 100 dinars et que son prix augmentait de 10%, il passerait à 110 dinars. Si l'année suivante l'inflation ralentit à 5%, son prix ne revient pas à 100 dinars ; il monte à 115,5 dinars. Autrement dit, même lorsque l'inflation ralentit, la vie continue de devenir plus chère.

Agence

AVICULTURE

L'Afrique du Sud intègre la vaccination dans sa lutte contre la grippe aviaire

La grippe aviaire est l'une des maladies infectieuses les plus meurtrières, qui affecte l'élevage de volailles en Afrique. Premier producteur avicole du continent, l'Afrique du Sud cherche désormais à renforcer la résilience de cette filière stratégique face à la récurrence de la maladie.

L'Afrique du Sud engage une évolution majeure de sa stratégie sanitaire dans le secteur avicole. Le ministère de l'Agriculture du pays a officialisé le 3 juin l'intégration de la vaccination contre la grippe aviaire dans son dispositif de lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), marquant une rupture progressive avec le modèle historiquement fondé sur l'abattage systématique des volailles infectées ou exposées. Cette décision intervient dans un contexte marqué par la récurrence des épizooties et les lourdes pertes subies par l'industrie avicole ces dernières années.

Un changement de doctrine sanitaire

Jusqu'ici, la réponse des autorités sud-africaines reposait principalement sur la stratégie dite de « stamping-out », consistant à éliminer les volailles infectées et, dans certains cas, les animaux potentiellement exposés. Si ce dispositif permet de contenir rapidement les

foyers, il entraîne des coûts économiques élevés lorsqu'il est appliqué à grande échelle.

L'épisode de 2023 illustre l'ampleur des limites de ce modèle. La combinaison des souches H5N1 et H7N1 avait alors provoqué la pire épizootie jamais enregistrée dans le pays. Environ 10,5 millions de volailles, soit près d'un tiers du cheptel national, avaient été abattues occasionnant des pertes économiques évaluées à plus de 529 millions \$, avec des répercussions directes sur l'offre de viande de volaille et d'œufs.

Face à ce choc, les autorités ont progressivement réévalué leur approche, dans un contexte où les épizooties tendent à se multiplier et à réapparaître de manière cyclique.

Il convient de noter qu'après la crise de 2023, les autorités sud-africaines ont signalé l'apparition de nouveaux foyers de grippe aviaire en juillet et septembre 2025 à l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Des épisodes qui se sont également traduits par la mort et

l'abattage de milliers de volailles dans des élevages commerciaux.

Une transition déjà amorcée dans la filière

La décision d'intégrer la vaccination dans la stratégie nationale ne constitue pas une rupture brutale, mais l'aboutissement d'un processus déjà engagé depuis l'année dernière. Le gouvernement avait en effet annoncé en juin 2025 son intention de tester une approche vaccinale encadrée, dans le but d'évaluer sa faisabilité technique et économique. Cette orientation a donné lieu à des projets pilotes au sein de grandes exploitations industrielles.

Parmi les initiatives les plus avancées figure celle d'Astral Foods, premier producteur de volaille du pays qui a obtenu une autorisation pour vacciner environ 5 % de son cheptel dans le cadre d'une phase expérimentale ciblant les souches H5 du virus.

Synthèse R.E.

NIGERIA

697 millions \$ mobilisés pour l'assurance agricole et le financement en trois ans

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à près de 24 % du PIB et emploie environ la moitié de la population active. Le gouvernement entend renforcer la productivité agricole et stabiliser les prix des denrées de base grâce à de nouveaux financements. Le Nigeria a mobilisé 950 milliards de nairas (soit 697 millions de dollars américains) au cours des trois dernières années pour soutenir son secteur agricole à travers des programmes d'assurance et de financement destinés aux producteurs.

Ce bilan a été présenté samedi 6 juin par le ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire dans le cadre de l'évaluation des actions menées en faveur de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la productivité agricole. Sur ce montant, 700 milliards de nairas ont été consacrés à la couverture d'assurance agricole, permettant de protéger près de 200 000 agriculteurs contre les risques liés aux aléas climatiques et aux pertes de récoltes. En parallèle, le gouvernement a approuvé une facilité de 250 mil-

liards de nairas en faveur de la Banque de l'agriculture afin qu'elle propose des financements abordables aux agriculteurs. Ces initiatives s'inscrivent dans l'Agenda « Renewed Hope » du président Bola Ahmed Tinubu, qui vise à renforcer la production agricole nationale et à contenir la hausse des prix des denrées alimentaires. Elles viennent compléter plusieurs programmes déjà mis en œuvre, notamment la distribution d'engrais et de semences améliorées, le déploiement d'équipements de mécanisation agricole ainsi que la réali-

sation d'infrastructures dans les zones rurales.

Un secteur clé confronté à de nombreux défis

L'agriculture demeure un pilier de l'économie nigérienne. Selon l'International Trade Administration (ITA), elle contribue à près de 24 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie environ la moitié de la population active. Le secteur agroalimentaire représente, pour sa part, près de 14 % des emplois.

Agence

LIBERIA

Le pays obtient 57 millions \$ de la Banque mondiale pour élargir l'accès à l'électricité

Au Liberia, seulement 32,7 % de la population a accès à l'électricité. Le pays mise sur l'hydroélectricité et les énergies renouvelables pour porter son taux d'électrification à 75 % d'ici 2030. Le Liberia et la Banque mondiale ont signé un accord de financement de 57 millions de dollars destiné à soutenir le projet RESPITE, qui vise à renforcer le secteur énergétique du pays, selon un communiqué du ministère libérien des Finances et de la Planification du développement publié le vendredi 5 juin.

Ce financement servira à renforcer les infrastructures d'énergies renouvelables, notamment en modernisant la centrale hy-

droélectrique de Mount Coffee, en portant la capacité du parc solaire national de 20 à 30 mégawatts et en installant des systèmes de stockage par batteries afin d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement électrique.

Il permettra également d'élargir l'accès à une électricité abordable, de soutenir les entreprises et d'améliorer les conditions de vie de milliers de familles libériennes, a indiqué le ministre des Finances et de la Planification du développement, Augustine Kpehe Ngafuan.

Parallèlement, deux autres accords financiers ont été conclus. Le premier prévoit une enveloppe de 50 millions de dollars

destinée à WARDIP 2, une initiative régionale visant à étendre l'accès au haut débit et à renforcer la connectivité numérique au Liberia. « Ce projet permettra d'améliorer la cybersécurité, de soutenir la gouvernance numérique, de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat, et de créer des opportunités pour le commerce électronique et les systèmes de paiement numérique », précise le communiqué. Le second accord prévoit un financement de 18 millions de dollars pour le projet SECAMP, destiné à achever les travaux routiers le long du corridor stratégique Ganta-Tappita.

R.E.

NIGERIA

La REA lance un mini-réseau de plus de 8 100 raccordements dans l'État de Kogi

Face aux limites du réseau électrique national, le Nigeria mise de plus en plus sur les solutions décentralisées pour élargir l'accès à l'électricité. Les mini-réseaux figurent parmi les technologies privilégiées pour atteindre cet objectif.

Dans un communiqué publié vendredi 5 juin, le directeur général de la Rural Electrification Agency (REA), Abba Aliyu, a annoncé le démarrage des travaux de construction d'un mini-réseau à Egume, dans la zone de gouvernement local de Dekina. Développé dans le cadre du programme Distributed Access through Renewable Energy Scale-up (DARES), le projet devrait permettre plus de 8 100 raccordements électriques et fournir jusqu'à 20 MW de capacité de pointe à une communauté de plus de 21 000 habitants. « Chaque cérémonie d'inauguration des travaux est, en fin de compte, une promesse. La promesse qu'un approvisionnement électrique fiable peut stimuler la croissance économique, améliorer les conditions de vie et offrir un avenir meilleur aux communautés à travers tout le Nigeria », a déclaré Abba Aliyu en marge de l'inauguration des travaux.

750 millions de dollars pour électrifier le Nigeria rural

Selon la REA, l'infrastructure doit contribuer à l'amélioration des services de santé, de l'éducation et des activités économiques locales, notamment dans les filières du manioc, du riz, de l'igname, du niébé et du palmier à huile. L'agence estime également que ce projet illustre la montée en puissance des solutions décentralisées dans la stratégie d'électrification du pays. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme DARES, une initiative de 750 millions de dollars financée par la Banque mondiale. Ce programme vise à fournir un accès nouveau ou amélioré à l'électricité à plus de 17,5 millions de Nigériens tout en capitalisant sur les résultats du Nigeria Electrification Project (NEP).

Le solaire décentralisé gagne du terrain

Cette annonce intervient dans un contexte de forte croissance du solaire décentralisé au Nigeria. Selon le rapport « Africa Market Outlook for Solar PV 2026-2029 », la capacité solaire installée du pays est passée d'environ 385 MW en 2024 à 1,19 GW en 2025. Les systèmes décentralisés représentaient à eux seuls environ 1,15 GW de cette capacité. Le rapport souligne que les mini-réseaux, les systèmes hors réseau et les installations commerciales constituent aujourd'hui les principaux moteurs du marché solaire nigérian. Pour rappel, plus de 40 % de la population nigérienne n'a aucun accès au réseau, particulièrement dans les zones rurales, d'après la Banque mondiale.

Agence

POINT-MARCHÉS

Trêve fragile, reprise solide en Europe

Au lendemain de replis pour la plupart des grands indices européens, ces derniers s'offrent un rebond, à l'exception de Londres qui perd 0,31%, pénalisée par plusieurs poids lourds comme GSK, Glencore, ou AstraZeneca. A Paris, le CAC 40 progresse de 0,88%, à 8 271 points, tandis qu'à Francfort, le DAX 40 avance de 0,66%.

S i hier, la tendance a été pénalisée par la reprise des hostilités entre l'Iran et Israël, l'heure est désormais à l'accalmie. Les investisseurs apprécient les propos de Donald Trump qui a indiqué que la diplomatie américaine effectuait des "derniers efforts" dans l'optique de la conclusion d'un accord de paix avec la République islamique.

Pour Loïc Bécue chez Sienna IM : "après plus d'un mois de trêve entre les deux belligérants, l'incertitude domine sur l'accord entre l'Iran et les Etats-Unis.

Les points de divergence comme le dossier nucléaire ou le contrôle du détroit d'Ormuz, bloquent encore. Mais les deux parties semblent progressivement s'approcher d'un accord".

Le cessez-le-feu semble toutefois fragile alors que l'armée israélienne a demandé aux habitants de la ville de Tyr, au Liban, d'évacuer, probablement en prévision de nouvelles frappes.

Quoiqu'il en soit, les cours du pétrole sont pour l'instant orientés à la baisse. A New York, le WTI cède 2,62%, à 88,88 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord recule de 2,15%, à 92,11 dollars.

La baisse des cours de l'or noir soutient les places financières, qui saluent également le rebond observé sur le secteur des semi-conducteurs hier soir à Wall Street ou en Asie ce matin où le principal indice de la Bourse de Corée du Sud, le Kospi, s'est envolé de 8,18%, principalement grâce à Samsung Electronics (+8,97%) et SK Hynix (+15,91%).

Ces deux entreprises représentent à elles seules entre 45 et 50% du total de l'indice.

Sur le marché des devises, l'euro remonte face au billet vert (+0,24%) et se négocie contre 1,1556 dollar.

Dans l'actualité macro-économique

Au niveau de la macro-économie, l'Allemagne a dévoilé des indicateurs globalement mitigés. L'excédent de sa balance commerciale a atteint 14,5 milliards d'euros en avril, mais les analystes tablaient sur 15,4 milliards d'euros. En revanche, la production industrielle du pays a fait mieux que prévu en avril avec une hausse de 0,9%, contre des attentes à -0,3%.

Cet après-midi aux Etats-Unis, les investisseurs prendront connaissance de la balance commerciale d'avril et des ventes de logements existants de mai. Le principal rendez-vous est programmé mercredi outre-Atlantique avec la publication des chiffres de l'inflation.

En Europe, ce sera jeudi la journée la plus importante avec la décision de la Banque centrale européenne sur sa politique monétaire. Une hausse des taux de 25 points de base est anticipée par la majorité des intervenants.

Au niveau des sociétés

En France, Valeo avance de 2,23%, après avoir annoncé une association avec Calyos, ce qui renforce la probabilité de voir le groupe se positionner sur les systèmes de refroidissement, notamment pour les data centers.

A l'inverse, Trigano abandonne 3,71%, Oddo BHF a maintenu sa recommandation à surperformance sur le titre du spécialiste des véhicules et équipements de loisirs, mais a abaissé sa cible de cours de 205 à 191 euros.

Airbus (+0,58%) et Dassault Aviation (+0,13%) ne semblent pas trop souffrir de l'abandon du projet SCAF, l'avion européen destiné à remplacer le Rafale et l'Eurofighter. En revanche, l'Espa-

gnol Indra Sistemas abandonne 1,62%. La société était impliquée dans ce projet, et était notamment coordinateur national et responsable des piliers capteurs et cloud de combat.

Nestlé avance à Zurich (+0,89%), pourtant PAI Partners s'est retiré du processus d'acquisition d'une participation de 50% de l'activité eaux de Nestlé, une décision qui met en péril le

processus de mise aux enchères dont le géant agroalimentaire suisse espère tirer quelque 5,8 milliards de dollars.

A Londres, GSK abandonne 3,57% après avoir annoncé la conclusion d'un accord portant sur l'acquisition de Nuvalent pour 10,6 milliards de dollars, là où les rumeurs évoquaient la somme de 9 milliards de dollars.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Juin 2026
Valeur : 10 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.6328	133.6478
1	EUR EURO	153.9851	154.0291
1	GBP POUND STERLING	178.2008	178.2446
100	JPY JAPANESE YEN	83.4058	83.4308
1	CNY CHINESE YUAN	19.6971	19.7019
1	CHF SWISS FRANC	167.5436	167.6255
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.8010	95.8255
1	DKK DANISH KRONE	20.6033	20.6072
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1313	14.1356
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.1406	14.1666
1	AED UAE DIRHAM	36.3805	36.3866
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5709	35.5787
1	KWD KUWAITI DINAR	434.8610	435.0514
1	TND TUNISIAN DINAR	45.3080	45.7633
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.5133	14.5149
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8863	20.9933
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3518	3.3622
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.9101	182.9101

GRÂCE AUX ACHATS SUR REPLI

Les marchés boursiers asiatiques rebondissent

Les marchés boursiers asiatiques ont rebondi mardi et les cours du pétrole ont reculé après qu'Israël et l'Iran ont annoncé qu'ils suspendraient leurs attaques mutuelles pour l'instant, tandis que des investisseurs toujours optimistes ont profité de la dernière baisse des actions du secteur des semi-conducteurs pour acheter.

Les analystes ont averti que ce rebond reposait sur des bases fragiles, 60 % des titres du S&P 500 ayant terminé dans le rouge pendant la nuit, même si l'indice global a légèrement progressé. Les contrats à terme sur les actions de Wall Street ont légèrement progressé en début de séance, mais les contrats à terme européens ont reculé.

La hausse des rendements obligataires a continué de mettre à l'épreuve les valorisations boursières déjà tendues, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz restant fortement restreint.

"L'inflation reste suffisamment tenace pour que 46 des 68 banques centrales mondiales dépassent leurs objectifs, ce qui explique en partie pourquoi les marchés obligataires

anticipent un resserrement de la politique monétaire, et pourquoi les actifs à longue durée, le crédit privé et plusieurs devises des marchés émergents sont en difficulté", ont déclaré les analystes de BofA dans une note. "Notre indicateur Global Breadth Rule montre que près de la moitié des marchés boursiers sont déjà surachetés, notamment en Corée, à Taiwan et en Finlande."

L'indice boursier sud-coréen .KS11 a rebondi de 7 %, après avoir chuté de plus de 8 % lundi, suite à une série de gains spectaculaires qui ont entraîné des valorisations tendues et laissé les investisseurs particuliers avec des positions sur marge étenues.

Le Nikkei japonais .N225 a progressé de 2,1 %, après avoir perdu 3,9 % lors de la séance précédente, tandis que l'indice MSCI le plus large des actions de la région Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a augmenté de 3,0 %.

Les valeurs vedettes chinoises .CSI300 ont gagné 0,9 % après la publication de données commerciales indiquant que les exportations avaient augmenté de 19 % en mai et

les importations de 27 %, dépassant toutes deux les prévisions médianes. Cette vigueur témoigne du succès de la Chine dans la conquête de nouveaux marchés face aux droits de douane américains et à d'autres obstacles commerciaux, alors même que la demande intérieure est en difficulté.

En Europe, les contrats à terme sur l'EUROSTOXX 50 STXEc1 et le DAX FDXc1 ont tous deux reculé de 0,2 %, tandis que les contrats à terme sur le FTSE FFlc1 ont baissé de 0,1 %.

Les contrats à terme sur le S&P 500 ESC1 ont progressé de 0,2 % et ceux sur le Nasdaq NQC1 de 0,5 %. Le prochain grand test pour le secteur technologique sera la publication des résultats d'Oracle ORCL.N mercredi.

Préparés à des hausses de taux

L'action Apple AAPL.O n'a pas réussi à profiter d'un élan initial suite à la refonte de Siri, longtemps attendue, dévoilée lors de sa conférence annuelle Worldwide Developers Conference.

OpenAI, le créateur de ChatGPT, a

déposé lundi en toute confidentialité une demande d'introduction en bourse aux États-Unis, rejoignant ainsi son rival Anthropic dans la course effrénée au financement par actions, qui représente un marché d'un trillion de dollars.

Les marchés obligataires ont continué à souffrir, le rapport solide sur l'emploi américain du mois de mai ayant poussé les investisseurs à anticiper davantage le risque de hausses des taux de la Réserve fédérale. Les données sur les prix à la consommation aux États-Unis, attendues mercredi, devraient montrer que la flambée des coûts de l'énergie a continué à faire grimper l'inflation globale en mai.

Les contrats à terme laissent entrevoir une probabilité d'environ 60 % d'une hausse des taux de la Fed dès octobre, et une hausse d'un quart de point est presque entièrement anticipée pour décembre. 0#USDIRPR Les rendements des bons du Trésor à deux ans US2YT=RR s'établissent à 4,170 %, après avoir atteint dans la nuit leur plus haut niveau depuis début 2025, à 4,201 %.

Les marchés anticipent également

pleinement une hausse d'un quart de point à 2,25 % de la part de la Banque centrale européenne lors de sa réunion de jeudi, et tablent sur un taux directeur de 2,5 % ou 2,75 % d'ici la fin de l'année.

La vigueur surprenante de l'emploi américain a soutenu le dollar à 160,20 yens JPY=, juste en dessous de son plus haut de la nuit à 160,395. La prochaine cible haussière est le pic de 160,725 atteint en avril, bien que les investisseurs craignent qu'un franchissement de ce seuil n'entraîne une nouvelle intervention des autorités japonaises. L'euro s'est stabilisé à 1,1538 \$ EUR=, après avoir atteint un plus bas de neuf semaines à 1,1500 \$ pendant la nuit, tandis que la livre sterling GBP= a légèrement remonté depuis son plus bas de trois semaines pour s'établir à 1,3347 \$.

Sur les marchés des matières premières, le Brent LCOc1 a reculé de 0,9 % à 93,40 dollars le baril, après avoir atteint 98,00 dollars dans la nuit, tandis que le brut américain CLc1 a glissé de 1,2 % à 90,14 dollars le baril. L'or est resté pratiquement stable à 4 331 dollars l'once

POPULATION SUISSE LIMITÉE À 10 MILLIONS

Pourquoi le projet anti-immigration inquiète le monde économique

L'initiative de l'UDC visant à limiter la population à 9,5 millions inquiète les milieux économiques, qui dépendent fortement de la main-d'œuvre étrangère et redoutent une remise en cause des accords bilatéraux avec Bruxelles.

Le compte à rebours est lancé avant le scrutin décisif du 14 juin en Suisse. Ce jour-là, les citoyens doivent valider ou rejeter le projet « Pas de Suisse à 10 millions », une initiative de l'Union démocratique du centre (UDC) pour stopper l'immigration dès que la population atteindra 9,5 millions d'habitants. Face à cette proposition de la droite radicale, les milieux économiques et les représentants des salariés font front commun pour dénoncer une menace directe sur la prospérité helvétique.

L'industrie et l'hôtellerie face au spectre de la paralysie

Le moteur économique suisse tourne grâce à l'apport de la main-d'œuvre étrangère, issue majoritairement de l'Union eu-

ropéenne. Selon les données de la fédération sectorielle, plus de la moitié des employés de l'hôtellerie suisse sont de nationalité étrangère.

« Dans l'hôtellerie, plus de 50% des employés sont étrangers. Cette initiative va aggraver la pénurie de personnel, notamment de cuisiniers. »

Le constat est identique dans la haute technologie et le secteur médical. L'entreprise Steiger, basée dans le Valais, exporte la totalité de ses machines textiles de haute précision mais ne trouve plus d'ingénieurs spécialisés pour les régler sur le sol national.

Le fabricant de systèmes d'injection pour le diabète Ypsomed cherche de son côté à recruter cent polymécaniciens en trois ans, des profils introuvables sans l'apport des marchés français, allemand ou polonais.

Un marché de 147 milliards de francs suisses en danger

L'enjeu dépasse la simple gestion des frontières et menace les traités commerciaux internationaux de la Confédération. Si le texte est adopté, il brisera l'accord de libre-circulation des personnes signé en 1999 avec Bruxelles. Cette rupture pourrait déclencher la clause guillotine et annuler l'ensemble des accords bilatéraux avec l'Union européenne, le premier partenaire commercial de la Suisse. Le Secrétariat d'État à l'économie rappelle que les exportations suisses de marchandises vers l'UE représentent plus de 147 milliards de francs suisses, soit plus de 50 % des ventes totales du pays à l'étranger.

R. I.

CORÉE DU SUD

Citi relève ses prévisions de PIB nominal pour le pays

Citi a révisé à la hausse sa prévision de PIB nominal pour la Corée du Sud en 2026, la portant à 15,3% contre 10,6% précédemment, en raison de résultats du premier trimestre supérieurs aux attentes, soutenus par les prix des puces mémoire. La banque d'investissement a relevé son hypothèse de déflateur du PIB à 11,9% contre 7,4%, tout en maintenant sa prévision de PIB réel à 3,0%. Une croissance du

PIB nominal de 15,3% représenterait le niveau le plus élevé depuis 1995.

La Banque de Corée a publié mardi sa deuxième estimation du PIB du premier trimestre 2026, relevant la croissance du PIB réel à 1,8% en glissement trimestriel et à 3,8% en glissement annuel, contre des estimations initiales de 1,7% et 3,6%. La banque centrale a attribué cette révision à la hausse à un renforcement de l'investisse-

ment en équipements et de la consommation privée.

La Banque de Corée a également annoncé une croissance du PIB nominal de 17,1% en glissement annuel au premier trimestre, contre 6,3% au quatrième trimestre 2025. Le déflateur du PIB a progressé de 12,9% en glissement annuel au premier trimestre, contre 4,7% au trimestre précédent, porté par les prix des puces mémoire. Cette croissance du PIB

nominal de 17,1% représente la performance la plus solide depuis le premier trimestre 1976.

Le chiffre du PIB nominal du premier trimestre a dépassé l'estimation de Citi, qui tablait sur 10,2% en glissement annuel. Citi s'attend à ce que la tendance favorable du déflateur du PIB se poursuive durant le reste de l'année 2026, soutenue par la robustesse des prix à l'exportation des puces mémoire.

Agence

PORTUGAL

La pénurie de logements entraîne la création de nouvelles entreprises de construction

La crise du logement et la forte demande de réhabilitation urbaine au Portugal agissent comme un moteur anticyclique pour le secteur de la construction. Selon les données statistiques du Baromètre Informa D&B, la dynamique immobilière et l'identification de nouvelles opportunités d'affaires ont conduit à la création de 272 nouvelles entreprises dans le secteur de la construction, soit une croissance de 8,4% en glissement annuel au cours des cinq premiers mois de 2026. Cette performance prolonge une trajectoire d'expansion soutenue que l'activité suit depuis 2020. La vigueur du secteur de la construction se distingue dans un paysage macroéconomique national marqué par un ralentissement de la création d'entreprises.

Nouvelles entreprises au Portugal

Depuis le début de l'année, 24 022

nouvelles entreprises ont été créées dans le pays, un chiffre qui représente une baisse de 5,2 %, équivalant à 1 324 incorporations de moins, par rapport à la même période de l'année précédente.

Parmi les secteurs qui ont réussi à échapper à la récession, on trouve uniquement le secteur de la construction, les technologies de l'information et de la communication (TIC), avec 79 entreprises supplémentaires (+4,7 %), et le commerce de gros, qui a enregistré une augmentation résiduelle de quatre nouvelles entreprises (+0,4 %).

À l'inverse, les plus fortes baisses de création de nouveaux fronts d'affaires se concentrent dans l'agriculture et les ressources naturelles, avec une contraction de 34 % (318 entreprises en moins), suivie de près par les transports, qui chutent de 16 % (283 entreprises en moins), et l'hébergement et la restauration, avec une baisse de 11 % (253 unités en moins).

Cette baisse généralisée, qui a touché toutes les régions et tous les districts du pays, interrompt un cycle de reprise de l'entrepreneuriat national qui était actif depuis 2021, à peine entaché par une légère fluctuation négative de 1,2 % identifiée en 2024

Fermetures d'entreprises

D'autre part, en termes d'activité commerciale, les indicateurs montrent des signes de stabilisation. Le volume des fermetures d'entreprises au Portugal a considérablement diminué depuis le début de l'année, atteignant 4 842 fermetures opérationnelles, soit une réduction de 20 % (1 212 entreprises de moins) par rapport aux cinq premiers mois de 2025. Si l'on étend l'analyse aux 12 derniers mois, la baisse est de 8,4 %, ce qui correspond à la cessation d'activité de 14 420 entreprises. La diminution du nombre de fermetures est commune à toutes les zones géogra-

phiques et à tous les secteurs économiques, avec une résistance notable dans le commerce de détail (-12 %), l'hébergement et la restauration (-10 %) et les services aux entreprises (-6,8 %). À l'inverse, des niches spécifiques telles que la vente par correspondance non spécialisée ou la vente sur Internet ont vu leurs fermetures presque tripler (+187 %, 112 fermetures supplémentaires).

Le baromètre sectoriel se termine par une alerte modérée concernant les défaillances, qui montrent des signes d'inversion de la tendance à la baisse de ces dernières années. Entre janvier et mai 2026, 879 entreprises ont entamé une procédure légale d'insolvabilité, ce qui représente une augmentation de 3,8 % (32 procédures supplémentaires) par rapport à la même période de l'année précédente. Parmi elles, 16 % (143 entreprises) ont fermé immédiatement.

Agence

THAÏLANDE

La croissance est de 2,8% au premier trimestre

La Thaïlande a enregistré une croissance de 2,8% au premier trimestre sur un an, selon des données officielles publiées lundi, malgré les turbulences économiques provoquées par la guerre au Moyen-Orient.

L'industrie manufacturière, la production d'électricité et de gaz, l'hôtellerie et les activités financières ont porté l'économie thaïlandaise pendant cette période, selon le Conseil national de développement économique et social (CNDES).

Le ministère des Finances avait pourtant prévenu en avril que la croissance serait amenée à ralentir cette année, après avoir atteint 2,4% en 2025.

Le royaume d'Asie du Sud-Est connaît une croissance anémique. Son secteur du tourisme est vital, mais le nombre d'arrivées de visiteurs n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie de Covid.

Le gouvernement a réalisé ses projections de croissance pour 2026 en fonction de la durée de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran.

Dans le scénario le plus favorable, si le conflit s'achevait définitivement avant la fin du premier semestre, la croissance atteindrait 1,4%, a expliqué devant la presse Danucha Pichayanan, secrétaire général du Conseil national de développement économique et social (CNDES).

Si la guerre se poursuivait jusqu'à l'an prochain, la croissance pourrait tomber à environ 0,8%, a-t-il ajouté.

Le gouvernement a approuvé au début du mois un emprunt d'urgence de plus de 10 milliards d'euros, l'un des plus conséquents depuis des décennies, afin d'atténuer les impacts économiques de la guerre au Moyen-Orient.

R. I.

MACOS 27 GOLDEN GATE

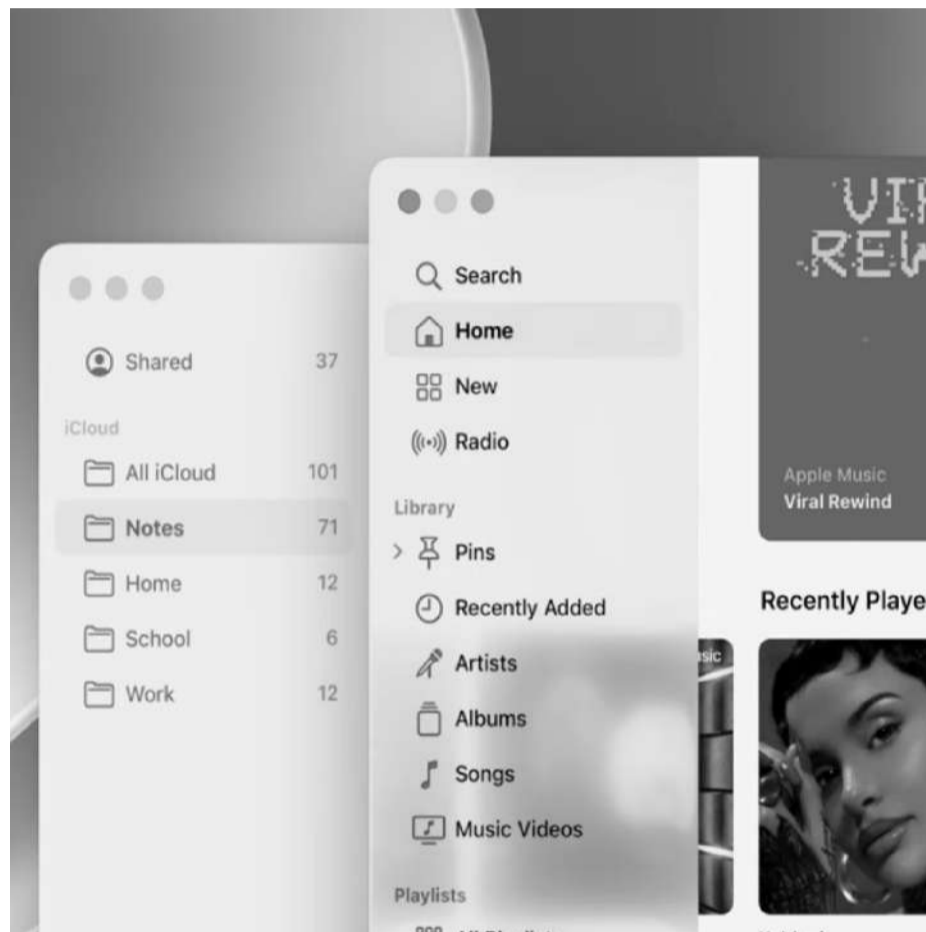
L'IA au premier plan, les Mac Intel définitivement exclus

macOS 27 s'appelle Golden Gate. Apple peaufine l'interface Liquid Glass, intègre l'intelligence artificielle dans Safari et les mots de passe, et tire définitivement un trait sur les Mac Intel.

À la WWDC 2026, Apple a dévoilé macOS 27 Golden Gate, la prochaine grande version du système d'exploitation du Mac. Le nom ne surprendra pas les connaisseurs, la firme continue de puiser dans la géographie californienne, mais le contenu de cette mise à jour mérite qu'on s'y attarde. Golden Gate n'est pas une révolution de fond : c'est une mise au point soignée après le grand chantier visuel lancé l'an dernier avec macOS Tahoe, doublée d'une intégration plus profonde de l'intelligence artificielle dans le quotidien de l'utilisateur. Pas de nouvelle fonctionnalité spectaculaire donc, mais un système qui s'affine là où macOS 26 avait laissé des aspérités.

Liquid Glass gagne en cohérence et en profondeur, avec des contrôles visuels inédits pour l'utilisateur

Le chantier le plus visible de Golden Gate concerne Liquid Glass, le langage visuel introduit l'an dernier et qui avait essuyé des critiques pour son manque de finition sur le Mac. Apple s'attaque frontalement à ces reproches. La barre latérale s'étend désormais jusqu'au bord des fenêtres, supprimant la coupure franche qui existait entre la zone de navigation et le contenu principal, et une nouvelle barre d'options apparaît en haut des fenêtres pour restructurer l'accès aux commandes. Les icônes bénéficient elles aussi d'un traitement légèrement plus volumétrique, dans la continuité du vocabulaire 3D de Liquid Glass. Apple corrige également le problème de cohérence des coins arrondis, qui variaient de manière trop aléatoire selon les fenêtres et les apps, même celles non mises à jour hériteront désormais d'un rayon fixe et uniforme. Nouveauté plus inattendue : un curseur dans les Réglages permettra à l'utilisateur de doser lui-même l'intensité de l'effet Liquid Glass, d'une transparence



maximale jusqu'à une teinte pleine. C'est un geste rare de la part d'Apple, qui reconnaît ainsi implicitement que le réglage par défaut ne convient pas à tout le monde. Le résultat sur le terrain reste à apprécier, mais sur le principe, cette souplesse est bienvenue.

Safari et Mots de passe musclés par l'IA, de l'organisation des onglets à la sécurité des mots de passe

Apple en profite pour intégrer l'intelligence artificielle plus profondément dans Safari. La nouveauté la plus importante concerne la gestion des onglets : le système peut désormais les regrouper automatiquement par sujets, sans

intervention manuelle. Pour ceux qui vivent dans Safari avec des dizaines d'onglets ouverts, c'est un changement majeur dans leur organisation. Autre ajout notable : Safari peut surveiller une page en arrière-plan et déclencher une notification dès qu'une modification de contenu est détectée, le rechargement automatique, sans manipulation, pour suivre un prix, un stock ou un résultat en temps réel. Apple intègre enfin nativement ce que des extensions tierces proposaient depuis des années. Plus ambitieux encore : il devient possible de décrire en langage naturel l'extension dont on a besoin, et le système se charge de la générer automatiquement. Mots de passe bénéficie lui aussi d'une

mise à jour d'ampleur : l'IA peut détecter les mots de passe compromis et proposer de les modifier en un clic. Le principe est séduisant. La fiabilité de ces remplacements automatiques mérite qu'on garde un œil critique sur la mise en œuvre concrète, mais l'intention est de rendre la sécurité plus accessible au grand public, qui rechigne souvent à changer ses identifiants.

macOS Golden Gate tourne le dos aux Mac Intel et réserve Apple Intelligence aux puces Apple Silicon

Golden Gate confirme ce qu'Apple avait annoncé l'an dernier : macOS 27 abandonne définitivement les Mac Intel. Quatre modèles compatibles avec macOS Tahoe 26 passent à la trappe, le MacBook Pro 16 pouces de 2019, le MacBook Pro 13 pouces de 2020 à quatre ports Thunderbolt 3, l'iMac 2020 et le Mac Pro 2019. Tous les autres Mac équipés d'une puce Apple Silicon sont bien sûr compatibles, du MacBook Air M1 au MacBook Neo lancé cette année, en passant par l'ensemble de la gamme iMac, Mac mini, Mac Studio et Mac Pro. Ceux qui restent sur macOS Tahoe continueront de recevoir des correctifs de sécurité, mais les nouvelles fonctionnalités leur seront désormais inaccessibles.

Apple Intelligence, qui propulse les nouvelles fonctions de Safari, d'Apple Passwords et de Siri AI, est réservée aux Mac équipés d'une puce M1 ou ultérieure. Le communiqué précise par ailleurs que Siri AI sera dans un premier temps disponible uniquement en anglais, avec une extension progressive aux autres langues dont le français annoncée pour la suite.

La mise à jour sera disponible cet automne sous forme de mise à jour logicielle gratuite, avec accès aux bêtas développeurs dès aujourd'hui et une bêta publique durant l'été.

À peine lancé, le "Starlink russe" Rassvet perd déjà un satellite

La Russie veut pouvoir disposer d'un concurrent national au service Starlink de SpaceX. Mais le début est assez poussif.

Le service d'internet par satellite Starlink est un véritable avantage des États-Unis sur ses compétiteurs russes et chinois. Et ces derniers le sentent, au point que ces pays cherchent à développer des solutions pour brouiller ou neutraliser le service.

Et ils veulent aussi dans le même temps chercher à disposer à l'avenir d'un même service.

La Russie a ainsi il y a quelques mois lancé ses premiers satellites du genre... sauf que tout ne fonctionne pas parfaitement pour ce commencement.



Un satellite Rassvet déjà perdu, moins de trois mois après son lancement

À la fin du mois de mars, la Russie envoyait dans l'espace sa première batterie de satellites en basse altitude, appartenant au projet Rossvet. Celui-ci doit permettre de doter la Russie d'une constellation de satellites, qui fournira un service d'internet par satellite analogue à celui de Starlink. Mais les premiers pas peuvent être difficiles. Selon des données de RussianSpaceWeb, un satellite parmi les 16 envoyés dans l'espace, et nommé « Object 4 », a été observé en train de perdre de l'altitude, pour finalement rentrer dans l'atmosphère aux environs du 6 juin dernier.

La Russie veut atteindre les 900 satellites d'ici 2035

Pour le moment, aucune autorité (ni le ministère de la Défense, ni l'agence spatiale Roscosmos) n'a confirmé cette chute. Ce satellite perdu montre que le projet russe pourrait être compliqué, surtout qu'il devrait être mené à toute vitesse. Moscou souhaite en effet avancer vite dans ce projet, et compter un ensemble de 250 satellites dans cette constellation d'ici à 2027. Celle-ci devrait ensuite atteindre les 900 satellites à l'horizon 2035. Pour comparaison, on rappelle que Starlink compte aujourd'hui plus de 10 000 satellites en fonctionnement, avec un premier lancement qui date de 2019. De quoi donner une énorme longueur d'avance aux États-Unis.

AVANT LA NOUVELLE NORME EURO 7

Volkswagen augmente ses prix

A compter du 29 novembre prochain, la nouvelle norme de dépollution Euro 7 entrera en vigueur dans toute l'Europe. Les véhicules nouvellement immatriculés à partir de cette date devront donc y répondre. Certains constructeurs pourraient préparer le terrain en augmentant leurs tarifs en amont d'Euro 7. Volkswagen l'a déjà fait en Allemagne, et ce n'est probablement qu'un début.

La norme environnementale Euro 7 entrera en vigueur le 29 novembre prochain pour l'homologation des nouveaux types de voitures et de camionnettes, avant de s'étendre à l'ensemble des véhicules neufs immatriculés un an plus tard. Initialement pensée pour durcir drastiquement les seuils de pollution des moteurs thermiques, cette réglementation a fait l'objet d'un accord politique allégé.

Pour les voitures particulières, les limites d'émissions de gaz d'échappement, notamment les oxydes d'azote, restent calquées sur celles de la norme actuelle Euro 6d, soit 60 milligrammes par kilomètre pour l'essence et 80 milligrammes pour le diesel. Le texte introduit en revanche des ruptures méthodologiques et de nouvelles cibles. Les conditions de tests en conditions réelles de conduite sont élargies, et la durabilité des dispositifs de dépollution est doublée, exigeant une conformité sur 200 000 km ou 10 ans. De plus, Euro 7 s'attaque pour la première fois aux émissions hors échappement en fixant des limites pour les particules fines issues de l'usure des freins et des pneumatiques, des critères qui s'appliquent également aux véhicules électriques. Ces derniers devront aussi garantir une longévité minimale de leur batterie.

Quel surcoût engendré par Euro 7 ?

L'impact financier de ces exigences techniques sur le prix des voitures neuves fait l'objet d'évaluations diver-



gentes entre le législateur et l'industrie automobile. Selon les analyses d'impact de la Commission européenne, le surcoût direct de fabrication resterait modéré, oscillant entre 90 et 150 € pour les modèles essence et entre 150 et 300 € pour les diesel, en raison de systèmes de post-traitement plus complexes. Les véhicules électriques subiraient une hausse contenue entre 80 et 120 euros pour répondre aux normes de durabilité et de freinage.

Toutefois, les constructeurs et certains cabinets économiques indépendants anticipent une répercussion plus lourde sur le client final. Ils estiment que l'inté-

gration des investissements en recherche et développement, les coûts de certification et la mise à niveau des équipements pourraient se traduire par une augmentation réelle des prix de vente de l'ordre de 200 à 500 euros par véhicule, un montant pouvant pénaliser davantage les segments des citadines d'entrée de gamme.

Volkswagen augmente déjà ses prix

Une fourchette qui semble coller avec ce que Volkswagen vient d'annoncer à ses concessionnaires en Allemagne via une lettre interne lue par nos confrères

d'Automobilwoche. La hausse de prix est de l'ordre de 1 % sur les véhicules thermiques ou hybrides, qui seront également concernés.

L'augmentation spécifique sur les véhicules électriques n'aurait pas été précisée. Cela représente donc environ 400 € pour un Tiguan, pour ne mentionner que lui.

L'augmentation communiquée par Volkswagen n'est probablement pas isolée. Tous les constructeurs répercuteront d'une manière ou d'une autre le surcoût de cette nouvelle dépollution, d'autant qu'il ne se limitera pas aux nouvelles pièces installées. Les groupes automobiles en Europe chercheront aussi à rentabiliser la recherche et développement, notamment s'agissant des fameuses particules fines émises par les freins et les pneus que veut limiter l'Europe.

Et les surcoûts ne s'arrêteront pas là.

Sous la certification ECE R90, constructeurs et équipementiers sont tenus de respecter certaines règles en matière de qualité des équipements de freinage.

Mais le durcissement amené par Euro 7 sur les poussières de freins va probablement faire grimper le prix des remplacements de disques et plaquettes. TMD, Brembo, les fabricants de freins ont déjà travaillé sur des traitements de surface des disques qui permettront de réduire l'abrasion et par la même occasion augmenter la durée de vie. Mais ces freinages spécifiques seront probablement plus onéreux.

Les cinquante ans d'une voiture qui a failli être géniale : la Renault 14

Première compacte de Renault, la 14 se targuait d'une technologie inédite à la Régie et d'une ligne avant-gardiste. Malheureusement, les étoiles se sont alignées contre elle, d'une pub débile à un réseau réticent...

Défrichée dans les années 60 par les Austin 1100/1300 (ADO16), Autobianchi Primula et Simca 1100, la compacte moderne donne des idées chez Renault au début de la décennie 70. Il lui faut une auto comblant le vide entre la pâle R6 et la très classique R12. Pour ce faire, en 1971 débute le projet 121, qui va déboucher sur la R14 au prix de bien des efforts.

A cette époque, le design Renault, chapeauté par Gaston Juchet, aime bien l'audace, comme en témoigne par exemple la R5, au look novateur avec ses boucliers en plastique parfaitement intégrés. Pour la 121, plusieurs maquettes de Renault sont mises en concurrence... chez Peugeot, à la Garenne-Colombes. En effet, les deux constructeurs collaborent de façon étroite depuis la création de leur coentreprise, la Française de Mécaniques.

Celle-ci produit des moteurs à destination des deux marques, d'abord le bloc tout alliage X utilisé par la 104. Celui-ci doit être repris par la 121, boîte comprise (elle est dans le même carter) ce qui en fera la première Renault dotée d'une motorisation transversale et dotée d'un arbre à cames en tête. Très mo-



derne ! Sur les différentes maquettes présentées, c'est celle de Robert Broyer qui est retenue, fin 1971. En effet, elle apparaît comme la plus avant-gardiste et dynamique de toutes, avec ses rondeurs bien placées. Mieux encore, si elle se contente de pare-chocs métalliques, Gaston Juchet la dotera en fin de développement de boucliers inspirés de ceux de la R5, mais plus aboutis : les formes sont plus complexes et les stries ont disparu. Broyer trouve toutefois qu'ils s'intègrent moyennement et protègent mal la face avant.

Pire encore, le directeur de l'industrialisation impose des voies trop étroites, surtout à l'arrière, qui tra-

hissent quelque peu la ligne. Par ailleurs, celle-ci a été légèrement modifiée (les passages de roue ont été « dégonflés ») lors de son passage à la production, exécuté numériquement par un outil informatique novateur dit Unisurf. En clair, l'industrialisation trahit dans une certaine mesure le design de la 121, rappelant ce qu'il s'est passé outre-Manche chez la British Leyland pour l'Austin Allegro, une autre compacte originale et séduisante en dessin, mais rendue ridicule lors de son adaptation à la fabrication en série. Néanmoins, lors de sa présentation en janvier 1976, voici donc cinquante ans, la Renault 14 plaît. Elle fait vieillir pas

mal de concurrentes (Simca 1100, Opel Kadett), elle est spacieuse, confortable, économique à l'usage, pratique et sûre.

Soutenue par une pub sympa (la 7 CV du bonheur), elle effectue un début de carrière encourageant, sur un segment que Renault ne connaît pas : près de 90 000 unités sont vendues en 1977. La gamme demeure pourtant réduite : elle comporte la L (1,2 l, 57 ch), totalement dépouillée et la TL moins dénudée. Pire, les tarifs sont élevés : au prix de la L (24 000 F, soit 18 200 € actuels selon l'Insee), on peut s'offrir une Citroën GS Club (24 100 F), bien mieux équipée, plus rapide et dotée de la fantastique suspension hydropneumatique !

Conséquence, les ventes connaissent vite une érosion, aggravée avec l'apparition en 1977 de la Simca Horizon (élue Voiture de l'année), en 1978 de la Renault 18, dont les versions de base pouvaient cannibaliser celles de la 14, et, dans une moindre mesure, la Fiat Ritmo. Renault aurait pu réagir en élargissant la gamme (un break, une 3-portes et un coupé ont été proposés qui furent refusés), mais voilà, elle l'a fait de façon inadéquate avec une pub idiote, comparant la R14 à une poire.

L'humoriste alors en vogue Roland Magdane ironise en disant que vu les prix, ce sont les clients qui se sentent pris pour des poires, ce qui n'est pas si exagéré... Tout de

même, en 1978, de nouvelles versions apparaissent : la GTL, mieux équipée, et la TS, poussée à 69 ch. Mais une autre plaie afflige la R14 : le réseau Renault ne l'aime pas. Pourquoi ? Parce qu'elle a un moteur conçu par le rival direct, Peugeot. Conséquence, il ne se remue guère pour la vendre. La finition légère, la rouille galopante et les démarrages difficiles n'arrangent rien...

Pourtant, la Renault remonte la pente dès 1979 (93 396 unités), grâce à un restylage réussi, qui en corrige les défauts. Les clignos montés à côté des projecteurs élargissent visuellement la face avant, et la TS passe à 1,4 l et 70 ch. Puis, Renault se désintéresse de la première compacte de son histoire, qui aura l'outrecuidance de ne dévisser réellement qu'en 1981 (70 254 ventes).

Pourquoi cette année-là ? C'est l'arrivée de sa plus grosse concurrente, qui n'est autre la Renault 9, au look effroyablement banal. Le clou sur le cercueil de la R14 est donné en 1983 quand apparaît la Renault 11, une R9 bicorps à bulle. Ce duo aura droit à tout ce qui a été refusé à la 14 : une gamme riche, une pub efficace, un réseau motivé et de nombreuses évolutions. Malaimée, la R14 frisera tout de même le million d'unités. Ou quand une voiture se vend contre la volonté de ceux chargés de la commercialiser...

Mots fléchés

Chahut Plantes à tubercule	Reine de beauté Pâturage	Comptoir d'un bar Mois du calendrier hébreu	Système de freinage Le Christ	De manière douce	Bases Estuaires	Abandonnée Espaces de temps
Mammifères plantigrades Consumasses				Fortunés Division de la couronne		
Voici connue pour la tragédie du stade A-Césari	Relatifs aux atomes	Agresser Suite d'étoiles		Glande génitale		
Félidés Préfecture du Calvados			Examètre Certaine	Lentille bâtarde Exhalation	Orient Bramé	Elégante
Il a remplacé le curie	Souillure Vin	Cheval américain	Maladie épidémique	Boîte à bulletins Formée dans le foie à partir d'un ammoniac	Note de musique	Action d'élever
Petit ouvrage spirituel et sans prétention	En 1917 il était blanc Capitale du Gabon			Creuser l'intérieur	Femme fatale Service sans retour Fin d'infinif	
Ceinture pour geisha	Qualité d'une huile Ville roumaine	Relatif à un appendice	Dissimulé Entailler	Groupe de rap français Petit tour	Lorgnade	Incapable
Remiserez Mesura la densité d'un liquide				Signe de ponctuation Petite quantité	Enveloppe de protection Joli mois	
Explora Marque de dédain			Copie	Prénom masculin Relatif à un baudet	Saint normand Apprécier	Attribut des piafs
Mouvement en tribune	Amoncellement			Un genre qui regroupe les tilleuls Assassina	On les compte sur les doigts Paresseux	Possessif
Lieu de châtiments	Modeste Temps d'une révolution	Une action au rugby à XIII		Meneuses de bourricots	Prénom de la deuxième fille de Victor Hugo	

PÉTROLE

Le Brent à 92 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère baisse mardi, sous l'effet des évolutions des tensions géopolitiques dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 2,33% à 92,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, tombait de 2,71% à 88,83 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 10 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIES

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar continuait de refluer mardi, impacté par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et dans le Golfe. Dans la matinée, le billet vert perdait 0,23% face à la monnaie unique européenne, à 1,1561 dollar pour un euro. Il baissait aussi de 0,34% face à la livre, à 1,3387 dollar, la devise britannique profitant de la progression des ventes au détail au Royaume-Uni en mai, qui ont augmenté de 3,7% sur un an, d'après le British Retail Consortium. Les cambistes seront donc attentifs mercredi à la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mai aux Etats-Unis. La Banque centrale européenne (BCE) rendra, elle, sa décision de politique monétaire jeudi.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

38 morts et 1890 blessés en une semaine

Trente-huit (38) personnes sont décédées et 1890 autres ont été blessées dans 1557 accidents de la route survenus du 31 mai au 6 juin 2026, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef, avec 3 morts et 91 blessés, suite à 72 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2470 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas de Sétif (130 incendies) Batna (103) et Oran (101).

MINES

Examen des voies de renforcement de la coopération algéro-chilienne

Le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi, a examiné mardi à Alger avec l'ambassadeur du Chili en Algérie, Juan Claudio Valenzuela, les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine minier, notamment dans l'exploration, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales, indique un communiqué du ministère. La rencontre, à laquelle a également pris part la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et de l'Industrie minière, Karima Bakir Tafer, a permis de passer en revue l'état des relations entre les deux pays et d'explorer de nouvelles perspectives de partenariat dans les domaines industriel, technique et scientifique liés à l'activité minière.

Les discussions ont porté notamment sur l'échange d'expertises dans l'exploration et l'exploitation minières, avec un intérêt particulier pour le cuivre et le lithium, ainsi que sur le développement de procédés d'extraction respectueux de l'environnement, la formation spécialisée des ingénieurs et techniciens du secteur et l'échange d'expériences en matière de cadres réglementaires et législatifs régissant l'activité minière. A cette occasion, M. Hanifi a présenté la nouvelle stratégie du secteur, impulsée par le Président de la république, visant à valoriser les ressources minérales nationales au service du développement et de la diversification de l'économie nationale. Il a également mis en avant les avantages offerts par la nou-

velle législation minière en matière d'attractivité des investissements étrangers. De son côté, l'ambassadeur chilien a salué la dynamique de réformes engagée par l'Algérie, réaffirmant la volonté de son pays de partager son expertise en tant qu'acteur majeur de l'industrie minière mondiale et de développer un partenariat mutuellement bénéfique avec l'Algérie. Au terme de l'audience, les deux parties sont convenues de relancer la commission mixte de coopération dans le secteur minier à travers la mise en place d'un groupe de travail technique chargé d'identifier des projets concrets et de préparer des visites bilatérales d'experts, selon la même source.

APS

PRODUIT DE L'UNIVERSITÉ D'OUARGLA

Un modèle d'IA adopté par une plateforme mondiale

Un modèle de programmation dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) en langue arabe, conçu par le chercheur Mouissat Rabah Abderrahmane de l'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO), a été adopté par la plateforme mondiale d'IA "Featherless-AI". Approché par l'APS, M. Mouissat a indiqué que le projet nommé "Ara-Code-7B", qui corrobore la présence de compétences scientifiques et technologiques algériennes dans le domaine de l'innovation

informatique en l'IA, notamment en programmation et génération en langue arabe, vise, outre la programmation, la simplification des codes informatiques en Arabe permettant aux chercheurs, développeurs et étudiants, d'assimiler la programmation linguistique des notions technologiques et numériques complexes en langue arabe. Ce modèle, a-t-il expliqué, permet de suggérer des solutions informatiques et d'insérer intelligemment ces codes arabes, en vue d'en faire un

support didactique et technologique à même d'étayer le contenu numérique arabe dans les domaines de l'IA et de l'informatique. Il constitue une importante phase au développement des contenus numériques arabes en IA, notamment à l'ère de la demande croissante sur les modèles exploitant la langue arabe dans les domaines d'innovation technologique, en informatique notamment, a souligné le chercheur, ajoutant qu'il ambitionne de développer des modèles d'IA

algériens aptes à contribuer à des solutions technologiques innovantes au service des secteurs de l'éducation et des technologies. Cet exploit reflète le niveau scientifique atteint par les promus de l'UKMO et atteste de sa capacité à former des compétences en mesure de s'imposer dans le domaine de l'innovation technologique moderne et l'intelligence artificielle, notamment la programmation et l'analyse de données.

SANTÉ

Installation de la Commission nationale des maladies cardiovasculaires

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé la cérémonie d'installation de la commission nationale des maladies cardiovasculaires qui sera chargée d'un ensemble de missions consultatives et scientifiques visant à développer cette spécialité, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. L'installation de cette commission qui a eu lieu, lundi, au siège du ministère, en présence de cadres de l'administration centrale et de membres de la commission, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la politique du ministère de la Santé visant à "renforcer la gouvernance scientifique des spécialités médicales prioritaires, notamment les maladies cardiovasculaires qui constituent désormais le principal défi pour la santé publique, et figurent parmi les principales causes de décès", et ce, à travers "l'adoption d'une approche nationale basée sur l'expertise scientifique et la planification prospective pour mieux répondre aux besoins des citoyens dans le domaine de la santé et contribuer au développement du système de prise en charge des malades", à

travers les différentes wilayas, souligne le communiqué. La commission sera chargée d'un ensemble de missions consultatives et scientifiques visant à développer la spécialité des maladies cardiovasculaires et de la chirurgie cardiovasculaires", à travers la définition des besoins nationaux dans ce domaine et l'élaboration d'une approche globale pour exprimer les besoins liés aux équipements et fournitures médicales nécessaires", ainsi que la proposition des dispositions susceptibles d'assurer une organisation idoine du processus de prise en charge et de traitement, tant en phase pré-hospitalière qu'hospitalière, notamment pour les cas des syndromes coronariens aigus". Cette commission s'attellera également à l'élaboration d'une feuille de route dédiée au développement de l'activité liée aux maladies cardiovasculaires, notamment en ce qui concerne la chirurgie et les interventions cardiaques spécialisées, tout en formulant des recommandations à même de maintenir un niveau élevé de techniques et de pratiques médicales dans ce domaine.

Elle veillera également à la proposition de mesures relatives à la création et à l'organisation de centres de référence et de pôles d'excellence spécialisés, ainsi qu'au renforcement et au développement des pôles régionaux à travers le territoire national, particulièrement au niveau des régions du Sud et des Hauts-Plateaux, et ce, à travers "la création d'un réseau de prise en charge des maladies cardiovasculaires, garantissant la complémentarité entre les établissements de santé, l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients et le rapprochement des prestations de santé spécialisées des citoyens, outre "l'appui à la chirurgie cardiaque interventionnelle et à l'élargissement de la couverture sanitaire spécialisée à l'échelle nationale". S'exprimant à cette occasion, le ministre de la Santé a affirmé que "le développement de la spécialité de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire constituait l'un des axes essentiels du renforcement du système de santé national", eu égard à l'importance de ce segment qui requiert "une planification scientifique rigoureuse et une coordination

continue entre les différents acteurs". A cette occasion, le ministre a salué l'engagement des membres de la commission ainsi que leur disponibilité à mettre leur expertise et leurs compétences au service du secteur, exprimant également sa gratitude et sa considération pour le sens de responsabilité dont ils ont fait preuve. La commission "bénéficiera de tout le soutien et de l'accompagnement de l'administration centrale afin de lui permettre d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions", a assuré le ministre. Au terme de son allocution, le ministre a insisté sur la nécessité d'œuvrer dans le cadre "d'une coordination étroite et d'une coopération permanente entre les membres de la commission et les différentes structures concernées", tout en adoptant "une approche participative fondée sur l'efficacité et l'innovation, en vue d'atteindre les objectifs fixés et de jeter les bases d'un développement durable de la spécialité de cardiologie ainsi que de la chirurgie cardiaque et vasculaire à l'échelle nationale", selon le même communiqué.

R.E.